

JOURNAL OFFICIEL

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 158
N° 11

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 12
no Mati 2009

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° HC 52 SME/BRHT/JI du 20 février 2009 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française	1070
Arrêté n° 2 MAAT du 26 février 2009 portant attribution du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur d'accueils collectifs de mineurs	1079
Arrêté n° HC 12 TG du 2 mars 2009 portant agrément de M. Tu Faraura en qualité d'agent de la police municipale de la commune de Fakarava	1085

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 276 CM du 4 mars 2009 retirant l'arrêté n° 42 CM du 14 janvier 2009 portant désignation des commissaires de gouvernement des établissements des premier et second cycles du second degré de Polynésie française	1086
Arrêté n° 279 CM du 4 mars 2009 portant modification de l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat"	1086
Arrêté n° 280 CM du 4 mars 2009 modifiant l'arrêté n° 338 CM du 3 avril 1997 modifié établissant la liste des exceptions au règlement des dépenses après service fait	1087
Arrêté n° 281 CM du 4 mars 2009 portant modification de l'arrêté n° 201 CM du 26 février 2001 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public dénommé "Agence tahitienne de presse"	1087
Arrêté n° 282 CM du 4 mars 2009 portant nomination des représentants de la Polynésie française au conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'outre-mer	1088
Arrêté n° 283 CM du 4 mars 2009 abrogeant les arrêtés n° 229 CM du 6 février 2009 modifiant l'arrêté n° 229 CM du 3 février 2004 modifié, portant organisation du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI), et l'arrêté n° 230 CM du 6 février 2009 portant modification de l'arrêté n° 435 CM du 28 février 2005 portant organisation du service du travail	1088
Arrêté n° 284 CM du 4 mars 2009 portant modification de l'arrêté n° 1473 CM du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé port autonome de Papeete	1089

Arrêté n° 287 CM du 6 mars 2009 modifiant l'arrêté n° 1162 CM du 12 septembre 2001 portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Fonds de développement des archipels 1089

Erratum à l'arrêté n° 272 CM du 27 février 2009 portant modification de l'arrêté n° 1665 CM du 9 décembre 2002 relatif à la composition de la commission de dépouillement des offres de l'Etablissement public d'aménagement et de développement (EAD). (JOPF n° 10 du 5 mars 2009, page 1004). 1090

EXTRAITS

Arrêté n° 278 CM du 4 mars 2009 portant affectation d'une partie de la parcelle AK n° 132 et de la parcelle AK n° 146 cadastrées commune de Papeete, et des constructions y édifiées composant le bloc Amedet-Thirel dit ancien Fare Manihini, au profit du GIE Tahiti Tourisme et modification de l'arrêté n° 1446 CM du 24 décembre 1997 modifié. . 1091

Arrêté n° 285 CM du 6 mars 2009 rendant obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité des assurances de la Polynésie française les dispositions de l'avenant du 26 novembre 2008 à la convention collective dudit secteur d'activité portant sur les salaires minima conventionnels pour l'année 2009 1091

Arrêté n° 286 CM du 6 mars 2009 rendant obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité du gardiennage de la Polynésie française les dispositions de l'avenant du 4 décembre 2008 à la convention collective dudit secteur d'activité portant sur les salaires minima conventionnels pour l'année 2009 1091

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 359 PR du 4 mars 2009 portant désignation des membres de la commission d'orientation et d'évaluation des actions du Fonds pour l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés. 1092

Arrêté n° 360 PR du 4 mars 2009 portant modification de l'arrêté n° 319 PR du 14 février 2001 relatif à l'occupation des emplacements destinés aux roulottes de la place Vaïete 1092

Arrêté n° 363 PR du 6 mars 2009 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la culture et de l'artisanat, en charge de la charte de l'éducation et du développement des langues de communication 1093

Vice-présidence, ministère de l'aménagement et du développement des communes

EXTRAITS

Arrêté n° 4 VP du 4 mars 2009 portant affectation d'une parcelle de 961 mètres carrés dépendant de la parcelle AK n° 132, cadastrée commune de Papeete, et des constructions y édifiées composant le bloc Amedet-Thirel dit ancien Fare Manihini, au profit du ministère du tourisme, chargé de l'économie numérique. 1093

Ministère de l'économie et des finances

Arrêté n° 17 MEF du 4 mars 2009 portant modification de l'arrêté n° 3 MEF du 19 février 2009 portant délégation de signature du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises à M. William Vanizette, chef du service du commerce extérieur .. 1093

Ministère du tourisme

Arrêté n° 6 MTE du 4 mars 2009 portant délégation de signature à M. Yannick Ebb, tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent. 1094

Arrêté n° 7 MTE du 4 mars 2009 portant délégation de signature à Mme Ingrid Vahinerii Drollet, tavana hau de la circonscription des îles Australes 1095

Arrêté n° 8 MTE du 4 mars 2009 portant délégation de signature à M. Teva Quesnot, tavana hau de la circonscription des îles Marquises. 1095

Arrêté n° 9 MTE du 4 mars 2009 portant délégation de signature à M. Bertrand Boussat, tavana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier 1096

Ministère du travail, de l'emploi, de la fonction publique et de la formation professionnelle

Arrêté n° 17 MTF/PEL du 2 mars 2009 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de technicien-chef du cadre d'emplois des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française	1097
---	------

EXTRAITS

Arrêté n° 23 MTF du 4 mars 2009 portant autorisation d'organiser une tombola au profit de la coopérative de l'école Taimoana.....	1098
Arrêté n° 24 MTF du 4 mars 2009 portant autorisation d'organiser une tombola au profit de l'association des parents d'élèves du lycée Samuel-Raapoto.....	1098
Arrêté n° 25 MTF du 4 mars 2009 portant autorisation d'organiser une tombola au profit de l'association Taatiraa Huma Mero.....	1098
Arrêté n° 29 MTF du 6 mars 2009 accordant un congé à Me Bernard Bruggmann et portant nomination de M. Kim Alexandre Yao en qualité d'intérimaire	1099

Ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative**EXTRAITS**

Arrêté n° 1 MJS du 6 mars 2009 portant composition du jury du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française.	1099
---	------

Ministère de l'équipement et de l'urbanisme**EXTRAITS**

Arrêté n° 10 MEP du 3 mars 2009 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant la terre Puhoni cadastrée sous la référence C3 n° 77 (plan 11) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Ahe	1099
Arrêté n° 11 MEP du 3 mars 2009 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Patito parcelle C lot 1 nécessaire à l'aménagement de l'espace portuaire du quai de Maupiti	1099
Arrêté n° 12 MEP du 3 mars 2009 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Pirake Keke 1 (plan 4) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Ahe	1099
Arrêté n° 13 MEP du 3 mars 2009 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées L 417 (plan 113) et L 419 (plan 114) nécessaires à la réalisation de la 3e entrée Est de Papeete dans la commune de Arue, entre le carrefour de la mairie et le bas du col de Taharaa.....	1099
Arrêté n° 15 MEP du 4 mars 2009 portant annulation de l'arrêté n° 138 MEQ du 10 février 2009 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre repérées sous les plans 32, 33, 34 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	1099
Arrêté n° 16 MEP du 4 mars 2009 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre repérées sous les plans 32, 33, 34 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	1100
Arrêté n° 17 MEP du 4 mars 2009 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre repérées sous les plans 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13 nécessaires à l'aménagement de la route territoriale n° 2 du PK 19,800 au PK 20,800 à Papenoo dans la commune de Hitiaa O Te Ra	1100
Arrêté n° 18 MEP du 4 mars 2009 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre repérées sous les plans 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13 nécessaires à l'aménagement de la route territoriale n° 2 du PK 19,800 au PK 20,800 à Papenoo dans la commune de Hitiaa O Te Ra	1100

Arrêté n° 19 MEP du 4 mars 2009 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Temahana et Vaihaena ou Vahiaena lot 2A (plan 13) et Temahana et Vaihaena ou Vahiaena, chemin de servitude (plan 14) nécessaires aux aménagements de sécurité entre les PK 44,300 et 45,100 et à la reconstruction de l'ouvrage d'art sur la rivière Utuofai dans la commune de Taiarapu-Est	1100
Arrêté n° 20 MEP du 4 mars 2009 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre enregistrées sous les PV 282 et 270 (plans 3 et 4) et PV 268 (plan 8) nécessaires à la reconstruction de l'ouvrage d'art sur la rivière Utuofai dans la commune de Taiarapu-Est ...	1101
Arrêté n° 21 MEP du 4 mars 2009 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à une parcelle du domaine de Pamatai sise à Faaa nécessaire aux travaux de réalisation de la route de dégagement Ouest (RDO)	1101
Arrêté n° 22 MEP du 4 mars 2009 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre repérées sous les plans 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 nécessaires à l'aménagement de la route territoriale n° 2, tunnel de la pointe Arahoho à Tiarei dans la commune de Hitiaa O Te Ra	1101
Arrêté n° 23 MEP du 4 mars 2009 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références CB 12, CB 13, CB 14 et CB 15 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora	1101
Arrêté n° 24 MEP du 4 mars 2009 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références CB 12, CB 13, CB 14 et CB 15 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora	1102
Arrêté n° 25 MEP du 4 mars 2009 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 311 (plan 13) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	1102

Ministère de l'environnement

Arrêté n° 1 MEV du 6 mars 2009 autorisant la commune de Bora Bora à exploiter un quai de transfert de déchets recyclables et une dépositrice sur le secteur de Fitiuu (établissement de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits)	1102
--	------

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Décision n° 2009-01 CESC/PR du 9 mars 2009 portant délégation de signature à Mme Alexa Bonnette, secrétaire générale du Conseil économique, social et culturel	1106
--	------

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêté ministériel du 6 février 2009 modifiant l'arrêté du 9 mai 2005 portant création de comités techniques paritaires à la direction générale de l'aviation civile et à l'Ecole nationale de l'aviation civile. (JORF du 4 mars 2009)	1107
---	------

EXTRAITS

Résultat de délibération modifiant la liste des paramètres RDS autorisés. (JORF du 27 février 2009)	1109
---	------

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Institut d'émission d'outre-mer. — Cours des changes (période du 12 au 25 mars 2009 inclus)	1109
Direction des affaires foncières. — Avis de curatelle aux successions et biens vacants n° 1124 DAF.REC-HYP du 27 février 2009	1109
Service de l'urbanisme. — Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour la période du 9 au 10 février 2009	1109

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.....	1111
Annonces diverses	1114



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 52 SME/BRHT/jl du 20 février 2009 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté n° HC 53 DAF/PERS/jl du 8 février 2006, modifié par l'arrêté n° HC 120 SME/BRHT/jl du 6 juin 2008 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ainsi que ses annexes ;

Vu l'avis favorable du comité technique paritaire compétent à l'égard des services du haut-commissariat en sa séance du 12 février 2009 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° HC 53 DAF/PERS/jl du 8 février 2006 modifié portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française est abrogé.

Art. 2. — Les services du haut-commissariat de la République en Polynésie française comprennent :

- le cabinet ;
- le secrétariat général ;
- les subdivisions administratives ;
- l'Agence nationale des fréquences, antenne de Polynésie française (ANF) ;
- la délégation régionale à la recherche et à la technologie (DRRT).

Art. 3. — Le cabinet comprend :

- le secrétariat du directeur de cabinet ;
- le bureau du cabinet qui regroupe :
 - la section "analyse politique et interventions" ;
 - la section "sécurité et ordre public" ;
- le service du courrier ;
- le service du garage,
- le bureau du protocole, des affaires réservées et de la chancellerie (BPAR) ;
- le bureau de la communication interministérielle (BCI) ;
- la cellule des relations extérieures (CRE) ;
- le chargé des affaires militaires (Aff. Mil.) ;
- le service interministériel de défense et de protection civiles (SIDPC) qui regroupe :
 - la section "planification et gestion de crise" ;
 - la section "protection civile".

Art. 4. — Le service administratif et technique de la police nationale (SATPN) est placé sous l'autorité directe du directeur de cabinet.

Art. 5. — Le secrétariat général, auquel est rattaché le secrétaire général adjoint, comprend :

- la direction des ressources humaines et de la modernisation de l'Etat (DRHME) qui regroupe :
 - le bureau des ressources humaines et des traitements (BRHT) ;
 - le bureau de la modernisation de l'Etat (BME) ;
 - le bureau du patrimoine et du service intérieur (BPSI),
 - le service de l'intendance.
- la direction des actions de l'Etat (DAE) qui regroupe :
 - le bureau des finances (BFIN) ;
 - le bureau des affaires économiques et des entreprises (BAEE) ;
 - le bureau des affaires sociales, des infrastructures et du développement (BASID).
- la direction de l'ingénierie publique et des affaires communales (DIPAC) qui regroupe :
 - le secrétariat de direction ;
 - la comptabilité de la direction ;
 - le pôle juridique et financier composé :
 - du bureau juridique des communes (BJC) ;
 - du bureau des finances communales (BFC).

- le pôle ingénierie publique composé :
 - du bureau des constructions publiques (BCP) ;
 - du bureau des services publics environnementaux (BSPE).
- le centre de documentation et d'information des communes (CEDIC) ;
- la cellule étude topographique ;
- la mission ADEME (agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), énergies renouvelables et développement durable.
- la direction de la réglementation et du contrôle de la légalité (DRCL) qui regroupe :
 - le bureau de la réglementation et des élections (BRE) ;
 - le bureau des affaires juridiques et du contentieux (BAJC) ;
 - le bureau du contrôle de la légalité (BCL) ;
 - le bureau des passeports et des cartes nationales d'identité (BPASS/CNI).
- le service des systèmes d'information et de communication (SSIC) qui regroupe :
 - le standard/chiffre ;
 - la section "informatique" ;
 - la section "téléphone" ;
 - la section "radio".

- le contrôle de gestion.

Art. 6.— Les subdivisions administratives sont :

- les subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent (SAIDV-SAISLV) ;
- la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier (SAITG) ;
- la subdivision administrative des îles Marquises (SAIM) ;
- la subdivision administrative des îles Australes (SAIA).

Art. 7.— L'Agence nationale des fréquences et la délégation régionale à la recherche et à la technologie sont placées sous l'autorité directe du haut-commissaire.

Art. 8.— L'organigramme des services du haut-commissariat et les attributions dévolues à chacun de ces services figurent respectivement en annexes I et II du présent arrêté.

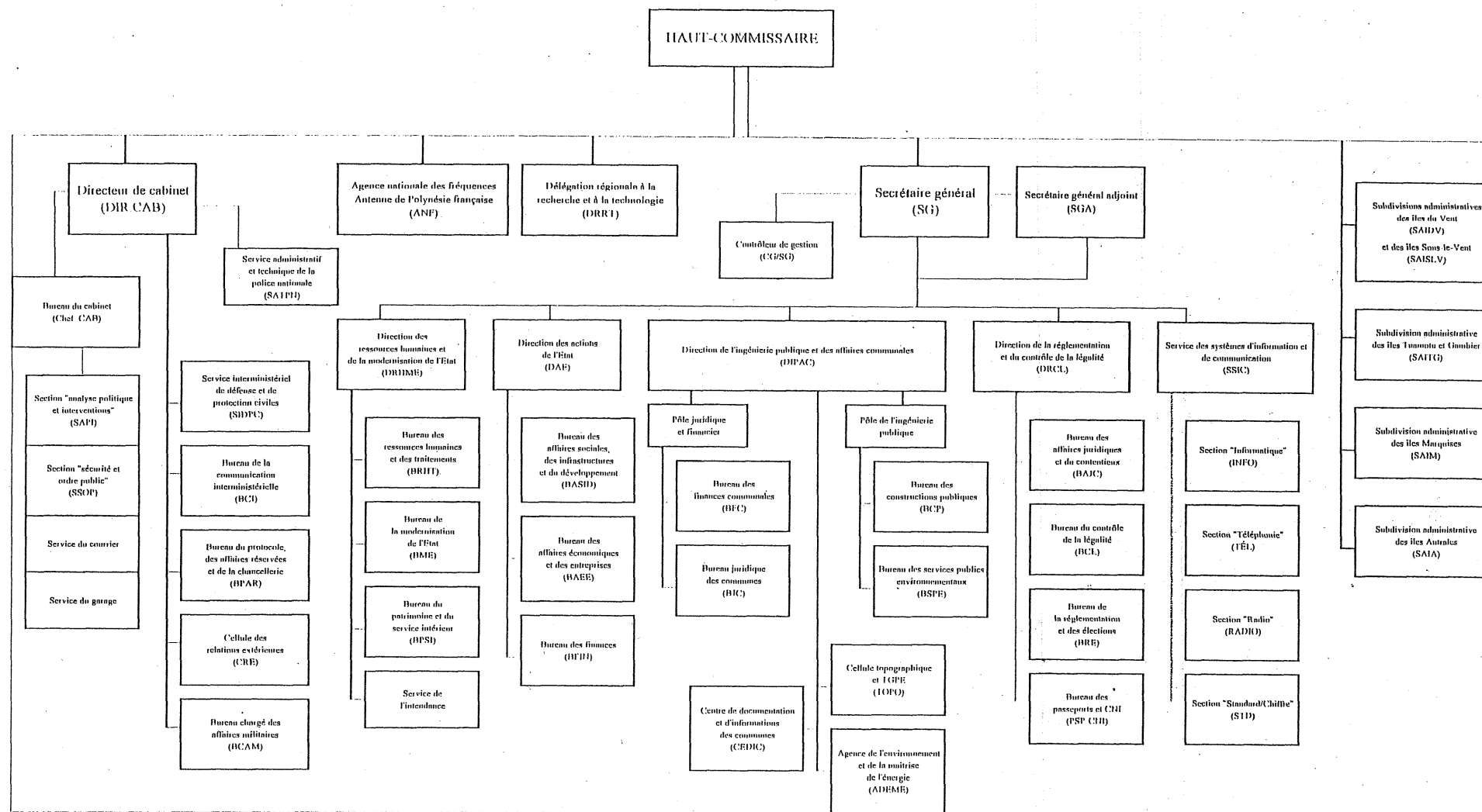
Art. 9.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur de cabinet et le directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 février 2009.
Adolphe COLRAT.

ANNEXE 1

à l'arrêté n° IIC 52 / SME / BRIT / jl du 20 février 2009

Organigramme des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française



ANNEXE II à l'arrêté n° HC 52 SME/BRHT/jl
du 20 février 2009

HAUT-COMMISSAIRE
Secrétariat particulier

*Antenne de Polynésie française
de l'Agence nationale des fréquences*

L'Agence nationale des fréquences (antenne de Polynésie française) est placée auprès du haut-commissaire et est chargée de :

- la délivrance des autorisations relatives aux postes de CB ;
- l'attribution des indicatifs radioamateurs ;
- l'organisation des examens relatifs aux certificats de radioamateurs ;
- la délivrance des licences radioamateurs ;
- l'organisation des examens relatifs aux certificats restreints de radiotéléphonistes ;
- l'instruction et la délivrance des autorisations d'importation des équipements radioélectriques sans préjudice des compétences exercées par la Polynésie française ;
- l'instruction des questions relatives aux installateurs admis en radiocommunications.

Délégation régionale à la recherche et à la technologie

La délégation régionale à la recherche et à la technologie est placée auprès du haut-commissaire et est chargée de :

- l'animation et la coordination du développement de la recherche et de la technologie ;
- la mise en place des actions nécessaires en vue de favoriser l'ouverture de la recherche au secteur socio-économique et cohésion entre les programmes nationaux et territoriaux ;
- la coordination de l'action des établissements publics et organismes placés sous la tutelle ou la cotutelle du ministère chargé de la recherche pour ce qui concerne leurs actions spécifiques dans le territoire ;
- la prise des autorisations de recherches scientifiques ;
- l'organisation des transferts de technologie ;
- la diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique.

CABINET DU HAUT-COMMISSAIRE
Directeur de cabinet

1° - Bureau du cabinet :

- secrétariat particulier du directeur de cabinet :
 - gestion des centres de responsabilité budgétaire des services du cabinet et du directeur du cabinet ;
 - gestion des dossiers du personnel du cabinet ;
 - délégation aux droits des femmes ;
 - instruction et suivi des dossiers d'hospitalisation d'office ;
 - instruction des agréments pour loterie et jeux de hasard ;
 - traitement des demandes d'intervention de parlementaires.
- section "analyse politique et interventions" :
 - veille permanente de la situation politique, économique et sociale de la Polynésie française et rédaction de notes d'analyse ;

- élections (organisation de la soirée électorale, prévisions et analyses électorales...) ;
- déplacements ministériels et visites officielles ;
- dossier territorial ;
- interventions ;
- préparation des interventions et discours ;
- dossiers d'audience et de visite du haut-commissaire et du directeur de cabinet.
- section "sécurité et ordre public" :
 - coordination et suivi de l'ensemble du dispositif de sécurité intérieure en liaison avec les chefs de service de l'Etat concernés, les autorités judiciaires et les chefs de subdivision administrative ;
 - participation à l'élaboration et à la mise en œuvre des dispositifs territoriaux de sécurité et de coopération pour la prévention et la lutte contre la délinquance : contrats locaux de sécurité et de prévention de la délinquance et plan territorial de prévention de la délinquance... ;
 - suivi des statistiques générales de la délinquance ;
 - secrétariat de la commission des systèmes de vidéosurveillance ;
 - animation et suivi de la sécurité routière en liaison avec les services de l'Etat, de la Polynésie française et le bureau de la communication interministérielle du haut-commissariat ;
 - suivi administratif de toutes les manifestations nautiques, de disparition en mer de personnes, d'aéronefs, de bateaux... ;
 - suivi des manquements à la sûreté sur l'aéroport de Tahiti-Faa'a et participation à l'évolution des textes applicables sur les aérodromes.
- service du courrier ;
- service du garage.

2° - Bureau du protocole, des affaires réservées et de la chancellerie :

- participation à la préparation des visites officielles ;
- organisation des manifestations publiques (cérémonies et réceptions diverses) ;
- protocole, gestion de la base de données protocole ;
- organisation de l'accueil des personnalités en Polynésie française ;
- interventions autres que celles traitées par le bureau du cabinet ;
- chancellerie ;
- affaires réservées : expulsions locatives, enquêtes administratives, audiences organisation de diverses manifestations au sein du haut-commissariat.

3° - Bureau de la communication interministérielle :

- communication externe : relations et partenariats avec les médias, relations avec les services de communication institutionnels, réalisation de campagnes et supports destinés à différents publics, veille médiatique... ;
- communication interministérielle et animation du réseau des chargés de communication des services de l'Etat ;
- communication en gestion de crise ;
- communication interne (revues de presse, documentation, reportages photo, guide d'accueil...) ;
- site internet ;
- dossiers thématiques (élections, sécurité, situations de crise...).

4° - Cellule des relations extérieures :

- animation de l'activité internationale et production d'informations et d'analyses sous forme de télégrammes, contacts suivis avec le ministère des affaires étrangères, le secrétaire permanent pour le Pacifique, le secrétariat d'Etat à l'outre-mer et les représentations locales des pays étrangers ;
- exécution et réception des démarches auprès des autorités locales ;
- analyse régulière de la situation locale et de son impact pour la France ;
- suivi de l'activité diplomatique et contribution à la préparation, à l'assistance et au déroulement de missions et visites de personnalités étrangères et de diplomates français en Polynésie française ;
- participation à des réunions internationales.

5° - Charge des affaires militaires :

- plan général de protection et plan de défense opérationnelle du territoire, appui au SIDPC pour les plans à composante défense ;
- participation à la gestion de crise au sein du PC fixe ;
- recrutement et suivi des conseillers défense ;
- réquisitions militaires en temps de crise ;
- habilitations du personnel du haut-commissariat ;
- défense économique (ravitailllements, stocks stratégiques de carburants) ;
- secrétariat général de zone de défense (SGZD) ;
- comité de défense de zone (CDZ) ;
- comité zonal de défense et de sécurité ;
- comité local à la sûreté portuaire ;
- recensement (en liaison avec le centre du service national) ;
- suivi des affaires traitées par l'office des anciens combattants ;
- coordination de l'emploi des moyens militaires avec les moyens administratifs ou privés (réquisitions et concours) ;
- relations entre le groupement du service militaire adapté et la Polynésie française ;
- relations avec les associations patriotiques ou d'anciens combattants ;
- fêtes et cérémonies nationales.

6° - Service interministériel de défense et de protection civile :

- section "planification et gestion de crise" :
 - schéma territorial d'analyse et de couverture des risques ;
 - élaboration des plans de secours, mise en œuvre et coordination des moyens nécessaires pour faire face aux risques majeurs et aux catastrophes :
 - plans de secours de type ORSEC ou spécialisés, plans particuliers d'intervention... ;
 - application de l'accord international FRANZ (aide à des populations touchées par une catastrophe naturelle) ;
 - préparation des mesures de sauvegarde, en association avec les services de la Polynésie française :
 - plans d'opération interne des installations classées ;
 - plans particuliers d'intervention... ;
 - élaboration des plans "points sensibles et d'importance vitale", plan VIGIPIRATE et plans dérivés ;

- participation aux travaux de la commission de sécurité des établissements recevant du public (ERP) et de la commission des installations classées et environnement (ICPE) ;
- conseil auprès des industriels en matière de protection contre les incendies et de pollution ;
- coordination des moyens de secours concourant à la sécurité civile (en cas d'accidents, d'incendies, ou de phénomènes climatiques graves) ;
- commandement des opérations de secours lorsque les moyens ou les limites d'une commune sont dépassés ;
- gestion de crise (PC fixe et PCO), gestion de l'après crise.
- section "protection civile" : formations secourisme et incendie :
 - habilitations et agréments des associations et organismes de formation au secourisme ;
 - organisation des examens de secourisme ;
 - habilitations et agréments des organismes de formation à la lutte contre l'incendie (service de secours d'incendie et d'assistance aux personnes - SSIAP).
- services d'incendie et de secours :
 - formation (en partenariat avec le Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française - SPCPF) des personnels des 25 corps communaux de sapeurs-pompiers : plan annuel de formation, contenu pédagogique, formation des formateurs, jury d'examen... ;
 - conseil auprès des maires en matière d'organisation et d'équipement de ces corps ;
 - études et propositions de financements relatives aux acquisitions de matériels et d'équipements de protection individuelle (comité des finances locales) ;
 - suivi mise en place du code général des collectivités territoriales ;
 - suivi mise en place de la filière sapeurs-pompiers ;
 - suivi mise en place de l'établissement public d'incendie et de secours ;
 - suivi de l'élaboration des plans de sauvegarde communaux ;
 - participation à l'élaboration de textes réglementaires ou législatifs.

7° - Service administratif et technique de la police nationale :

- gestion des personnels de police relevant du statut national et du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française - CEAPF (opérationnels et administratifs de catégories A, B et C ainsi que les adjoints de sécurité) ;
- préparation, notamment, de toutes les CAP de police du CEAPF, y compris les CAP disciplinaires, et du CTPT ;
- organisation des concours externes et internes, et examens professionnels de la police nationale et du CEAPF ;
- gestion budgétaire et financière : élaboration, suivi et contrôle des budgets globalisés, traitement de la rémunération et accessoires des personnels de la police nationale ;
- préparation du dialogue de gestion avec la direction de l'administration de la police nationale ;
- gestion logistique et des moyens : parc automobile, habillement, armement, matériels spécifiques... des services de police ;
- affaires immobilières ;

- entretien des farés "police nationale" ;
- contentieux de tous les services de la police nationale (direction de la sécurité publique, direction de la police aux frontières, service des renseignements généraux).

Une cellule de soutien psychologique opérationnel est rattachée au SATP, pour tous les personnels des services de la police nationale.

SECRETAIRE GENERAL

Secrétariat particulier

Le secrétaire général est assisté d'un secrétaire général adjoint et d'une secrétaire. Le contrôle de gestion et le service des systèmes d'information et de communication sont rattachés au secrétaire général.

1° - Le contrôle de gestion :

- contrôle de gestion du haut-commissariat :
 - assurer la constitution, le déploiement et la consolidation d'un dispositif de contrôle de gestion propre au haut-commissariat ;
 - garantir la fiabilité des données et leur suivi ainsi que la diffusion de l'information ;
 - fournir une assistance méthodologique aux services du haut-commissariat en tant que de besoin ;
 - assurer l'interface avec les services du contrôle de gestion du ministère de l'outre-mer.
- contrôle de gestion interministériel :
 - animation du réseau des correspondants du contrôle de gestion dans les services déconcentrés ;
 - constitution d'une base de données territoriale.
- contrôle interne comptable.

2° - Le service des systèmes d'information et de communication :

Placé auprès du secrétaire général, le service des systèmes d'information et de communications a pour missions le maintien de la continuité des liaisons gouvernementales, l'installation et le maintien en bon fonctionnement, au bénéfice du haut-commissariat et des services de police en Polynésie française, des systèmes techniques relevant des télécommunications et de l'informatique, nécessaires aux activités opérationnelles et de gestion.

A ce titre :

- il contribue à la permanence, à la continuité et à la sécurité des liaisons entre le gouvernement et le haut-commissaire (téléphonie, messagerie de commandement, échanges informatisés) ;
- il définit et pilote, au plan local, l'action du haut-commissariat dans les domaines des télécommunications et de l'informatique ;
- il assure la sécurité, la sûreté et la pérennité des systèmes d'information et de communication ;
- il déploie et maintient, en conditions opérationnelles, les systèmes d'information et de communication du haut-commissariat et des services de police ;
- il met en œuvre les systèmes d'information et de communication en cas de déclenchement de plans de secours ou de crise ou pour faire face à des événements particuliers ;

- il pilote et met en œuvre localement les orientations en matière de systèmes d'information et de communication arrêtées par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;
- il est chargé d'expertiser, de développer ou de proposer des solutions techniques en fonction des besoins exprimés localement ;
- il assiste les utilisateurs dans leur appropriation des outils informatiques et des services de télécommunications ;
- il est le conseiller du haut-commissaire en matière de sécurité des systèmes d'information du haut-commissariat.

Le service des systèmes d'information et de communication a également en charge la gestion des budgets qui lui sont attribués par le haut-commissariat et par la direction des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

1° - Standard / chiffre :

- gestion du trafic téléphonique ;
- gestion du trafic de messagerie de commandement ;
- gestion du trafic chiffré ;
- maintien en bon fonctionnement des systèmes satellitaires ;
- déclenchement des alertes de secours (tsunami...) ;
- centralisation des demandes d'assistance technique.

2° - Section informatique :

- gestion du réseau d'infrastructure de transmission des données ;
- déploiement et maintien en bon fonctionnement des produits informatiques matériels et logiciels ;
- modernisation des produits et services mis à disposition des utilisateurs ;
- développement d'applications informatiques.

3° - Section téléphone :

- ingénierie, installation et maintien en conditions opérationnelles des installations téléphoniques fixes, mobiles et satellitaires ;
- gestion et maîtrise des dépenses téléphoniques ;
- câblage des installations téléphoniques et informatiques.

4° - Section radio :

- ingénierie, installation et maintien en conditions opérationnelles des installations radioélectriques fixes, mobiles et portatives ;
- câblage et mise en œuvre des aériens.

Le secrétariat général comprend quatre directions :

- la direction des ressources humaines et de la modernisation de l'Etat (DRHME) ;
- la direction des actions de l'Etat (DAE) ;
- la direction de l'ingénierie publique et des affaires communales (DIPAC) ;
- la direction de la réglementation et du contrôle de la légalité (DRCL).

LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA MODERNISATION DE L'ETAT

Directeur

La direction des ressources humaines et de la modernisation de l'Etat gère les ressources humaines, le patrimoine immobilier du haut-commissariat et le fonctionnement des résidences préfectorales. Elle pilote l'ensemble des actions de modernisation de l'Etat en Polynésie française.

1° - Le bureau des ressources humaines et des traitements :

- gestion des ressources humaines du haut-commissariat ;
- formation du personnel du haut-commissariat et actions interministérielles de formation ;
- gestion administrative des agents payés sur le budget de l'Etat : fonctionnaires expatriés, fonctionnaires des CEAPF servant auprès de l'Etat et du pays, agents contractuels, volontaires civils à l'aide technique (VCAT) ;
- conseil auprès des différents services de l'Etat et du pays en matière statutaire ;
- organisation des concours de recrutement des fonctionnaires locaux et centre d'examen des concours nationaux ;
- organisation des comités techniques paritaires du haut-commissariat, des commissions administratives paritaires des agents du CEAPF et des commissions paritaires consultatives des agents contractuels des services de l'Etat ;
- protection sociale des fonctionnaires, secrétariat du comité médical et de la commission de réforme, médecine préventive ;
- préparation des dossiers de pension et validation de services auxiliaires ;
- préparation et suivi des conventions Etat - pays de mise à disposition d'agents ;
- délégations de signature du haut-commissaire à ses collaborateurs et aux différents chefs de service de l'Etat ;
- calcul, liquidation et mandatement des traitements et indemnités des agents du ministère de l'outre-mer et du CEAPF, mis à disposition des services de la Polynésie française et payés sur les budgets des ministères de la santé, de l'agriculture, de l'équipement, notamment les accessoires de solde (supplément familial de traitement, résidence) et les indemnités diverses (heures supplémentaires, frais de déplacement, primes d'éloignement, frais de bagages, frais de mission) ;
- versement des cotisations de sécurité sociale, CNRACL, CPS, mutuelles, Préfon ;
- établissement des bons de transport ;
- maintenance générale de l'application "FENUA" ;
- dépenses liées aux contentieux des agents du haut-commissariat ;
- dépenses de médecine préventive des agents du haut-commissariat ;
- paiement des travaux résultant de l'organisation des élections ;
- gestion de l'action sociale.

2° - Le bureau de la modernisation de l'Etat :

- organisation et suivi du pôle de ressources administratives qui regroupe les responsables RH des services de l'Etat afin de mettre en œuvre des projets interministériels concernant les fonctions support (logistique, formation, action sociale) ;

- réalisation d'études et de plans d'actions pour accompagner la mise en œuvre de la révision générale des politiques publiques en Polynésie française ;
- élaboration d'un scénario de GRH interministérielle en collaboration avec les autres services de l'Etat en Polynésie française ;
- secrétariat des groupes de travail relatifs à la modernisation de l'action de l'Etat en Polynésie française (ex : groupe de travail sur l'avenir de la fonction publique de l'Etat dans les collectivités du Pacifique, développement de la gestion interministérielle) ;
- suivi et mise à jour des orientations du projet d'action stratégique de l'Etat en Polynésie pour tout ce qui concerne le volet modernisation et organisation de l'Etat en Polynésie ;
- suivi et organisation des opérations de transfert de personnels à la collectivité (CCEC, arrêté de transfert, etc.)

3° - Bureau du patrimoine et du service intérieur :

- gestion des crédits d'équipement de l'immobilier du haut-commissariat et des crédits du fonds de concours pour l'entretien des logements administratifs ;
- grosses réparations et entretien courant sur les bâtiments, les résidences du corps préfectoral et les logements administratifs du haut-commissariat ;
- entretien courant des bâtiments du haut-commissariat ;
- entretien des espaces verts communs du haut-commissariat ;
- sûreté et sécurité des locaux du haut-commissariat.

4° - Intendance des résidences préfectorales :

- gestion matérielle et budgétaire des résidences ;
- encadrement et programmation des tâches des agents affectés à l'intendance des résidences du haut-commissaire.

LA DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

Directeur

Cette direction est chargée des relations financières entre l'Etat et la Polynésie française. A ce titre, elle assure l'instruction et la gestion des diverses interventions et dotations civiles de l'Etat sur le territoire polynésien. Elle est chargée de leur mise en place, de leur suivi, de la coordination, de l'évaluation et du bilan des dispositifs de soutien. Elle gère également les moyens financiers de l'Etat sur la Polynésie française.

1° - Bureau des finances :

Solde et fonctionnement :

- calcul, mandatement et ordre de reversement des dépenses relatives à la rémunération (principale et accessoire) des agents pris sur les budgets des ministères 203, 209, 210, 212, 223 (hors aviation civile), 232 et 470, à l'exception de ceux concernant des agents CEAPF mis à disposition de la Polynésie française ;
- gestion des dépenses de fonctionnement et ordres de reversement relevant de tous les ministères, à l'exception des crédits relevant du ministère de l'éducation nationale (206), du ministère de la défense (470), de l'administration pénitentiaire (min. 210 progr. 107 et 912), du service des douanes (207).

Interventions et investissement :

- gestion des dépenses et ordres de reversement relevant de tous les ministères ;
- contrôle partenarial : service référent pour le contrôle partenarial exercé sur les dépenses de titre 6.

Budget du haut-commissariat :

- préparation et exécution du budget du haut-commissariat ;
- fonction d'ordonnateur secondaire délégué sur le BOP 108 ;
- gestion des crédits et contrôle des dépenses ;
- coordination de la fonction "achats".

2° - Bureau des affaires économiques et des entreprises :

- instruction, gestion administrative et financière et coordination des aides économiques de l'Etat :
 - suivi de la convention du 4 octobre 2002 : DGDE, recettes fiscales et douanières, reliquats FREPF - Polynésie française et opérateurs tiers, évolution de la dotation ;
 - aides directes à la création et au développement d'entreprises : FRED, FDPMI, aides aux petits commerces ;
 - aides indirectes : avis sur les projets de défiscalisation soumis à agrément de la DGI (loi "Girardin" de juillet 2003) ;
 - suivi des aides du secteur bancaire (prêts participatifs, SOGEFOM-AFD) et avis COFACE pour les assurances prospection et foires.
- informations économiques générales :
 - suivi de l'observatoire des prix ;
 - cellule de suivi du financement du crédit aux entreprises (en liaison avec le TPG) ;
 - comité de prévention et d'examen des difficultés des entreprises ;
 - recensement des dépenses de l'Etat en Polynésie française.
- divers :
 - modernisation des forces armées ;
 - suivi du SMA (volet formation) ;
 - introduction de l'euro ;
 - coordination des aides et indemnités attribuées aux particuliers dans le cadre des catastrophes naturelles et des troubles à l'ordre public.

3° - Bureau des affaires sociales, des infrastructures et du développement :

- élaboration, mise en œuvre et suivi du contrat de projets ;
- secrétariat du comité de l'administration de l'Etat ;
- suivi du projet d'action stratégique de l'Etat en Polynésie française (PASEPF) ;
- instruction et suivi des dossiers de demande de subvention (hors communes) dans les domaines de :
 - l'agriculture (OGAF, MFR, enseignement agricole) ;
 - la mer ;
 - le tourisme ;
 - la recherche ;
 - les infrastructures de communication (routes, ports et aéroports) ;
 - l'environnement : assainissement, AEP, déchets ;
 - les équipements scolaires et universitaires (constructions scolaires, UPF, IUFM) ;
 - le logement social à travers les différents dispositifs existants comme le contrat de développement de la Polynésie française et les nombreux autres dispositifs conventionnels.

- suivi financier de l'exécution des contrats de développement de la Polynésie française. A ce titre, le bureau assure la centralisation des informations relevant de la compétence des autres services concernés ainsi que les bilans réguliers d'utilisation des crédits aux ministères centraux ;
- programmation et exécution du BOP 123 ;
- continuité territoriale (financement, rapports et évaluation) ;
- gestion de l'ensemble des dossiers relatifs :
 - au logement social ;
 - à la formation professionnelle ;
 - à la santé et au régime de solidarité territoriale ;
 - à la jeunesse et aux sports ;
 - à la culture.
- chantiers de développement local :
 - préparation de l'accord cadre annuel et mise au point des quotas ;
 - gestion des dossiers des stagiaires, coordination des contrôles, liquidation des indemnités ;
 - animation des commissions relatives aux chantiers "jeunes".

**LA DIRECTION DE L'INGENIERIE PUBLIQUE
ET DES AFFAIRES COMMUNALES**

Directeur et 2 directeurs adjoints

Cette direction est chargée de l'assistance juridique et technique des communes et des subdivisions administratives. Elle assure l'instruction et la gestion des diverses interventions et dotations de l'Etat et du FIP à l'égard des communes. En outre, elle assure des missions d'ingénierie publique pour le compte de l'Etat, de la Polynésie française ou de ses établissements publics. Dans l'ensemble de ses interventions, la direction s'attache à la promotion du développement durable.

Elle est structurée autour d'un pôle juridique et financier, et d'un pôle ingénierie publique. Elle comprend également une cellule administrative et comptable, une cellule topographique, une mission ADEME, énergies renouvelables et développement durable et le centre de documentation et d'information des communes.

1° - Cellule administrative et comptable :

- secrétariat de la direction ;
- comptabilité de la direction.

2° - Cellule topographique :

- élaboration et suivi du tableau général des propriétés de l'Etat en Polynésie française (TGPE) ;
- levés topographiques et assistance aux études et suivi des projets d'équipement, de bâtiments ou d'aménagement pour le compte de l'Etat ou pour le compte des communes ;
- délimitations de propriétés, rédaction des procès-verbaux de bornage et réalisation d'enquêtes foncières ;
- gestion des données cartographiques ainsi que les documents liés à la mise en œuvre des conventions prises en application de l'arrêté n° 127 CM du 30 décembre 2005.

3° - Mission ADEME, énergies renouvelables et développement durable :

- assistance financière et technique pour le développement des énergies renouvelables ;

- assistance financière et technique pour les économies d'énergie, la maîtrise de la demande énergétique dans le domaine du bâtiment et l'usage rationnel de l'énergie ;
- assistance financière et technique pour la limitation de la production de déchets, le développement de la collecte sélective, du traitement des déchets et la mise en place des filières correspondantes ;
- participation au comité de promotion des énergies renouvelables (COPER) organisé par le ministre de l'équipement de Polynésie française ;
- promotion des politiques de l'ADEME ;
- information des usagers, à leur demande ;
- conduite d'opération ou assistance à maîtrise d'ouvrage des projets communaux de production ou de distribution d'énergie électrique ;
- participation et assistance aux missions réalisées par le pôle ingénierie publique.

4° - Centre de documentation et d'information des communes :

- détermine le plan d'archivage et organise les archives de la direction ;
- structure les données et les informations utiles aux communes et à leurs partenaires ;
- diffuse et met à disposition ces informations directement auprès des communes ou par le réseau des subdivisions administratives ;
- assure une veille technique et favorise les échanges d'expériences.

5° - Pôle juridique et financier :

5.1 - Bureau des finances communales :

- gestion du fonds intercommunal de péréquation (FIP) :
 - réunion du comité des finances locales (CFL) ;
 - secrétariat du FIP (préparation et suivi des comités, versement des dotations globales, préparation de la programmation des dotations affectées) ;
 - mise en place et versement des financements ;
 - établissement des tableaux de bord, bilans et projets de budget.
- programmation et gestion des dotations de fonctionnement de l'Etat (DGF, DDR, DSI) ;
- gestion des subventions d'équipement de l'Etat (DGE, équipements des communes) ;
- gestion des dotations "réserve parlementaire" ;
- analyse financière des budgets des communes ;
- secrétariat de la commission consultative d'évaluation des charges des communes ;
- coordination du volet "environnement" du contrat de projets.

5.2- Bureau juridique des communes :

- accompagnement juridique de la mutation communale :
 - adaptation de la réglementation applicable aux communes de Polynésie française ;
 - mise en place de la fonction publique communale ;
 - aide à l'intercommunalité (secrétariat de la commission consultative de l'intercommunalité).
- contrôle de légalité et contrôle budgétaire du Syndicat de la promotion des communes de la Polynésie française ;
- conseil juridique aux subdivisions administratives et aux communes ;
- suivi du domaine des communes (constitution, expropriation) ;

6° - Pôle ingénierie publique :

6.1 - Bureau des constructions publiques :

- conduite d'opération ou maîtrise d'œuvre de projets de bâtiments ou d'aménagements pour le compte :
 - des communes (mairies, cantines, centrales électriques, casernes de pompiers, dispensaires médicaux, sanitaires, salles polyvalentes, salles de sports, centres artisanaux, aménagements urbains, lotissements, voiries municipales...) ;
 - de l'Etat ou de ses établissements publics ;
 - de la Polynésie française ou ses établissements publics.
- expertise sur des bâtiments recevant du public ;
- avis technique sur les dossiers présentés par la Polynésie française ;
- expertise sur les dossiers soumis pour avis par les autres services du haut-commissariat, notamment en cas d'aide de l'Etat ;
- participation occasionnelle à des jurys de concours ou des commissions techniques organisées par les collectivités locales.

6.2 - Bureau des services publics environnementaux :

- contribution à la réalisation des schémas directeurs d'alimentation en eau potable (SDAEP) pour les communes de Polynésie française ;
- participation à des réflexions amont menées par les autorités du pays sur les problématiques : assainissement, déchets, eau potable ;
- participation aux réunions de la commission des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- conduite d'opération, maîtrise d'œuvre, assistance à maîtrise d'ouvrage pour des projets communaux d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de traitement des déchets, y compris leur gestion ;
- expertise sur les dossiers soumis pour avis par les autres services du haut-commissariat, notamment en cas d'aide de l'Etat.

Cette direction participe aux commissions des marchés publics de l'Office polynésien de l'habitat et aux commissions consultatives des marchés de la Polynésie française pour les opérations bénéficiant d'aides de l'Etat.

**LA DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DU CONTROLE DE LA LEGALITE**

Directeur

Direction juridique du haut-commissariat, la DRCL est notamment chargée de l'application des lois et règlements, de l'organisation des scrutins et du contrôle de la légalité des actes du pays. Elle comprend également un service d'accueil du public chargé de la délivrance des cartes nationales d'identité, des passeports et des titres de séjour et des associations.

Le secrétariat du directeur tient à jour le fichier national des élus (FNE).

1° - Bureau de la réglementation et des élections :

- entrée et séjour des étrangers en Polynésie française ;
- acquisition de la nationalité française ;
- associations relevant de la loi de 1901 ;
- élections politiques et professionnelles ;
- suivi des opérations de révision des listes électorales ;

- autorisations d'importation et d'acquisition d'armes et de munitions ;
- autorisations de transfert de restes mortels à l'extérieur du territoire ;
- liste des jurés d'assises ;
- agrément des journaux habilités à recevoir des annonces judiciaires et légales ;
- agrément des associations de protection de l'environnement ;
- contentieux électoral ;
- suivi de la "vie administrative" des communes (remplacement des maires, renouvellement des conseils municipaux, cartes d'identité professionnelle...) ;
- secrétariat de la commission de surveillance des établissements pénitentiaires.

2° - Bureau des affaires juridiques et du contentieux :

- promulgation et publication à titre d'information des lois, décrets et arrêtés ministériels applicables en Polynésie française en vertu de dispositions expresses ;
- publication des décisions de la compétence de l'Etat ;
- saisine pour avis du gouvernement et de l'assemblée de la Polynésie française ;
- études juridiques ;
- examen des projets émanant des services de l'Etat, consultation juridique sur les problèmes posés par l'interprétation et l'application des textes législatifs et réglementaires ;
- suivi de la banque de données des textes de l'Etat applicables en Polynésie française ;
- contentieux : centralisation des recours et de la défense de l'ensemble des services de l'Etat devant les juridictions administratives ;
- agrément des commissaires-enquêteurs.

3° - Bureau du contrôle de la légalité :

- contrôle de la légalité des délibérations de l'assemblée de la Polynésie française et de ses établissements publics, de la commission permanente et des actes du gouvernement de la Polynésie française ;
- contrôle du budget du pays et de ses établissements publics ;
- contrôle des sociétés d'économie mixtes créées par le pays ;
- contentieux liés au contrôle de la légalité ;
- suivi du statut de la Polynésie française et de son évolution.

4° - Bureau des passeports et cartes nationales d'identité :

- vérification et suivi des dossiers de demandes de cartes nationales d'identité ;
- délivrance des cartes nationales d'identité ;
- vérification et suivi des dossiers de demandes de passeports ;
- délivrance des passeports.

MISSIONS DES SUBDIVISIONS

L'administrateur d'Etat est le délégué du haut-commissaire de la République dans la subdivision. A ce titre, il assiste le haut-commissaire dans la représentation territoriale de l'Etat. Sous son autorité, avec ses propres moyens administratifs et techniques et le soutien des services du haut-commissariat, il dirige l'activité de sa subdivision.

1° - Le conseil aux élus municipaux :

- application du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française ;
- conseils juridiques pour l'élaboration des délibérations, des arrêtés municipaux et l'organisation des réunions des organismes délibératifs des communes et de leurs groupements ;
- conseil de gestion en matière budgétaire, de recrutement et déroulement de carrière des personnels ;
- conseil dans le domaine de la mise en place de la fonction publique communale ;
- aide à la prise de décision dans le choix et la réalisation des investissements communaux, notamment pour la programmation des équipements subventionnés par l'Etat ;
- conseils techniques pour tous travaux effectués par la commune.

2° - Les activités de contrôle :

- contrôle de légalité qui s'exerce *a priori* ou *a posteriori* selon les communes sur les délibérations, les arrêtés du maire et les marchés ;
- examen des budgets primitifs, supplémentaires et comptes administratifs des communes et le cas saisine de la chambre territoriale des comptes ;
- contrôle de la bonne réalisation des opérations d'investissements subventionnés.

3° - L'aide au développement économique :

- susciter, encourager les initiatives et les micro-projets ;
- aide au financement de projets privés et soutien aux politiques locales de développement économique.

4° - L'activité réglementaire et d'administration générale :

- autorisations administratives ;
- organisation locale des élections ;
- révision des listes électorales ;
- réception et instruction des demandes de passeport (îles Sous-le-Vent, îles Marquises) ;
- instruction des dossiers de prolongation de séjour des étrangers (îles Sous-le-Vent, îles Marquises) ;
- autorisations d'armes et de munitions ;
- associations (sauf îles du Vent) ;
- décorations.

ARRETE n° 2 MAAT du 26 février 2009 portant attribution du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur d'accueils collectifs de mineurs.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ensemble la loi n° 2004-193 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 87-716 du 28 août 1987 modifié relatif aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur d'accueils collectifs de mineurs ;

Vu l'arrêté du 22 juin 2007 fixant les modalités d'organisation des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur en accueils collectifs de mineurs ;

Vu la convention n° 41-03 du 10 avril 2003 modifiée relative aux relations entre l'Etat et la Polynésie française en matière de jeunesse et de sports ;

Vu l'arrêté n° HC 185 SME/BRHT/ET du 7 juillet 2008 portant délégation de signature à M. Gérard Dubois, chef de la mission d'aide et d'assistance technique auprès de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6 MAAT du 2 décembre 2008 portant désignation des membres du jury chargé de l'attribution du

brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs en Polynésie française ;

Vu le procès-verbal n° 819-09 MJS/SJS/GD/af de la réunion du jury régional BAFA/BAFD du 14 janvier 2009 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur d'accueils collectifs de mineurs est attribué aux personnes dont les noms suivent :

Nom	Prénom	D. naissance	N° diplôme	
ACHILLE, AGASTIN	Diana Pierrette	28/10/1965	BA 987 09	0001
AFO	Vairuia Tahia	20/06/1985	BA 987 09	0002
AH-SCHA	Anai Robert	19/05/1988	BA 987 09	0003
AMARU	Tetuahuria Titaina Nadia	27/06/1990	BA 987 09	0004
AMO	Camela	07/10/1975	BA 987 09	0005
AMO	Sylvie Terava	09/09/1970	BA 987 09	0006
ANANIA	Norma Tefanautini	26/11/1985	BA 987 09	0007
ARIITAI	Ah-Sion	13/06/1988	BA 987 09	0008
ARIITAI	Harrys Heimata	31/05/1987	BA 987 09	0009
ATAPO, IOTUA	Nelly	21/07/1969	BA 987 09	0010
AUMERAN	Haamoura Friniesse	20/04/1987	BA 987 09	0011
AUTAI	Heipua Dallas	19/07/1980	BA 987 09	0012
BLANCHER	Nicolas	03/12/1990	BA 987 09	0013
BOTTARI	Moëarii Steeve	25/07/1987	BA 987 09	0014
BOUGUES	Tehani Herenui	11/06/1989	BA 987 09	0015
BOURCIER	Jean-Christophe	27/09/1955	BA 987 09	0016
BOURGEOIS	Tehani	11/08/1987	BA 987 09	0017
BOYER	Charles Alexandre	27/09/1990	BA 987 09	0018
BROTHERS	Maiti	09/05/1977	BA 987 09	0019
BROTHERS	Raureva Camelia	19/10/1988	BA 987 09	0020
CHING-CHONG	Samantha Talita Hinarii	03/05/1990	BA 987 09	0021
CHISAKA	May	28/05/1990	BA 987 09	0022
CHONG	Kin Shing Tony	22/08/1969	BA 987 09	0023
DAUPHIN	Heirani Ranitea	02/03/1990	BA 987 09	0024
DELORD	Angéline Vaitiare	14/03/1989	BA 987 09	0025
EBBS, TUTAVAE	Leida Vaina	30/06/1970	BA 987 09	0026
ESNAULT	Elise Anne	12/11/1990	BA 987 09	0027
FAAITE	Tevaite Barbara	28/08/1990	BA 987 09	0028
FAARUIA	Gwendoline	20/04/1985	BA 987 09	0029
FAEHAU	Tevahine Roselyne	19/09/1989	BA 987 09	0030
FAURA	Angèle	30/03/1975	BA 987 09	0031
FENUAITI	Jérôme Tino	21/05/1987	BA 987 09	0032
FENUAITI	Tuiana Olivia	06/07/1984	BA 987 09	0033
FEUTI	Prunella Marania	11/01/1989	BA 987 09	0034
GERMAIN, JUVENTIN	Noella Teena	18/12/1977	BA 987 09	0035
GRONDIN	Aute Rosine	11/09/1987	BA 987 09	0036
GUIFFORD	Clélia Temaramahiti	13/07/1985	BA 987 09	0037
GUILLAIN	Taina Naoué Sarah	12/07/1989	BA 987 09	0038
HAREUTA, ATIU	Kalani Heifara	26/11/1985	BA 987 09	0039
HATITIO	Heimiri Eléonore	11/12/1986	BA 987 09	0040
HATITIO	Heitarona Heidy	05/10/1988	BA 987 09	0041
HAUATA	Késiah Hinarau	24/01/1989	BA 987 09	0042
HAUPUNI	Faaheiuira	14/04/1988	BA 987 09	0043

HEITAA	Gabriella	25/10/1990	BA 987 09	0044
HENRI-GEORGES	Danleen Tehea	10/06/1983	BA 987 09	0045
HENRY	Michaël Gilles Alain	24/01/1990	BA 987 09	0046
HOPUU	Heiatsu Reiata	05/07/1990	BA 987 09	0047
HUTIA	Jean-Pascal	14/08/1963	BA 987 09	0048
IOANE	Alexandre	20/10/1990	BA 987 09	0049
IORSS	Ihorava Margareth	05/08/1982	BA 987 09	0050
IOTUA, UTIA	Sylvana	14/12/1966	BA 987 09	0051
JACQ	Sophie	12/06/1985	BA 987 09	0052
JEUNE	Karl	20/04/1966	BA 987 09	0053
KOKOVI	Rono Teihotua	01/12/1973	BA 987 09	0054
LAGARDE	Linda Hei-Ina	30/11/1989	BA 987 09	0055
LANTEREIS	Jack Heinere Rainui	29/04/1986	BA 987 09	0056
LIGTHART	Roti Laurence	09/09/1978	BA 987 09	0057
LING THIEM, TAEREA	Imelda	17/06/1964	BA 987 09	0058
LUTA	Rava Lindy	29/01/1990	BA 987 09	0059
LY	Noémie Judith	11/04/1986	BA 987 09	0060
MAAMAATUAIAHUTAPU	Vahineraurii	11/02/1990	BA 987 09	0061
MAHAA	Hanatea	15/01/1991	BA 987 09	0062
MAHAA	Hinaarii	23/02/1985	BA 987 09	0063
MAHAA	Marina	20/07/1983	BA 987 09	0064
MAI	André Tiamata	22/02/1988	BA 987 09	0065
MAI, TETUANUI	Micheline	11/02/1969	BA 987 09	0066
MAPUHI	Viarei Leslie	07/09/1989	BA 987 09	0067
MARAMA	Manuhiti	05/07/1990	BA 987 09	0068
MARIASSOUCÉ	Ravahere	03/02/1984	BA 987 09	0069
MARURAI	Heitiare	03/07/1988	BA 987 09	0070
MAUATI, TAPI	Marguerite	24/07/1967	BA 987 09	0071
MOEAU	Rosine	12/03/1982	BA 987 09	0072
MOOROA	Poeiti Wilma	29/05/1979	BA 987 09	0073
NAEA	Vaihei	10/12/1989	BA 987 09	0074
OITO	Huguette	02/04/1976	BA 987 09	0075
OITO	Tiare	17/06/1990	BA 987 09	0076
OPETA	Célia Hinarii	25/05/1988	BA 987 09	0077
OPUU	Erina	25/12/1982	BA 987 09	0078
OTI	James	04/10/1986	BA 987 09	0079
OTOMIMI	Teikipatoua Jean-Yves	06/07/1984	BA 987 09	0080
PANG FAT	Rainui Henriette	28/09/1986	BA 987 09	0081
PANSI-DURAND	Laetitia	01/01/1991	BA 987 09	0082
PAO	Jessica	03/08/1984	BA 987 09	0083
PAOFAI	Joël Patea	07/10/1964	BA 987 09	0084
PEA	Germaine	10/05/1966	BA 987 09	0085
PIRIOTUA	Yvette	24/04/1990	BA 987 09	0086
PITO	Apaura Maleana	17/05/1981	BA 987 09	0087

PITO	Rosalie Vaite	06/05/1976	BA 987 09	0088
PITO, MOETERAURI	Blondine	06/09/1968	BA 987 09	0089
POETAI	David	05/10/1980	BA 987 09	0090
PUNUA, TUPEA	Parutaea Loaina	08/04/1979	BA 987 09	0091
RAIARII	Sophie Luana	13/12/1972	BA 987 09	0092
RAIOAOA	Liane Raumatateuai	12/09/1989	BA 987 09	0093
ROOINO	Nelly Vaihere	16/09/1983	BA 987 09	0094
SIAO	Rebecca Vahinetua	14/06/1989	BA 987 09	0095
SOMMERS	Maramahiti Dora Désirée	23/12/1988	BA 987 09	0096
TAATA	Teikiheetai	22/09/1989	BA 987 09	0097
TAATA	Vaitiare Virginie	25/05/1984	BA 987 09	0098
TAATI, TIORI	Maeva	27/07/1957	BA 987 09	0099
TAEA	Alice	22/08/1979	BA 987 09	0100
TAGI	Hina Moeterauri	08/08/1979	BA 987 09	0101
TAGI	Tuairau Miriama Teina	18/05/1985	BA 987 09	0102
TAHIATA	Vaiana Gwenoline	13/10/1986	BA 987 09	0103
TAHIRORI	Alexandre Ruben	30/12/1988	BA 987 09	0104
TAHUTINI	Hugues Hopuare	09/11/1982	BA 987 09	0105
TAIMANA, TEKURAHOPU	Célestine	01/02/1969	BA 987 09	0106
TAMA	Nicolas Teva	17/02/1987	BA 987 09	0107
TAMAITITAHIO	Tevahinemarama	03/10/1987	BA 987 09	0108
TAPI	Alexis Maruata	27/04/1985	BA 987 09	0109
TAPII	Christiane Louise	25/01/1956	BA 987 09	0110
TAPII, URAEVA	Valentine	23/07/1953	BA 987 09	0111
TAPUTU	Andy	20/12/1987	BA 987 09	0112
TARAHU	Milda Rereata	19/10/1985	BA 987 09	0113
TARANO	Mairenui Rereao	16/06/1990	BA 987 09	0114
TAUMATA	Albert Heremoana	28/08/1990	BA 987 09	0115
TAUNIUA	Haamoura Chantal	18/04/1990	BA 987 09	0116
TAURAA, TERIIPAIA	Hélène Teraimareva	24/05/1959	BA 987 09	0117
TEANOMAU	Jessy Mairenui	31/01/1989	BA 987 09	0118
TEAVE	Nohorai	02/08/1984	BA 987 09	0119
TEFAAFANA	Felix Teheiura	30/09/1972	BA 987 09	0120
TEHEI	Maima	19/07/1969	BA 987 09	0121
TEHIHOPO	Emilienne Tahenanui	14/05/1990	BA 987 09	0122
TEHIVA	Marthe Tearai	13/04/1983	BA 987 09	0123
TEIHOARII	Anihia Catherine Jennyfer	25/02/1990	BA 987 09	0124
TEIKIOTIU	Tarona Steeve	13/01/1977	BA 987 09	0125
TEINA	Julien Heimana	13/08/1981	BA 987 09	0126
TEIRI	Eugène Tanginui	03/02/1989	BA 987 09	0127
TEIVA	Tevairoa Uratua	20/05/1988	BA 987 09	0128
TEKOHUOTETUA	James	07/12/1984	BA 987 09	0129
TEMARII	Josué Jean-François Manava	18/06/1984	BA 987 09	0130
TEMATAHOTOA	Tiare	07/04/1985	BA 987 09	0131

TEPUAI	Heirava Agathe Wendy	05/01/1985	BA 987 09	0132
TERAI	Tetuumatae Vainui	31/05/1986	BA 987 09	0133
TERE	Agathe	05/02/1982	BA 987 09	0134
TEREUA, LEMAIRE	Teura Clarita	27/10/1963	BA 987 09	0135
TERIITAUMIHAU, FANAURA	Manuela Poerava	08/06/1974	BA 987 09	0136
TEROOATEA, RICHMOND	Fanaura Anita	27/08/1966	BA 987 09	0137
TEROU	Heremana	27/10/1979	BA 987 09	0138
TETOE	Orama Hugoline	08/08/1977	BA 987 09	0139
TETUANUI	Eveline Mireille	25/09/1973	BA 987 09	0140
TETUARO	Raiva Jacintha	19/06/1985	BA 987 09	0141
TEUIRA	Fredo	05/01/1989	BA 987 09	0142
TEURUARI	Bénita	23/11/1985	BA 987 09	0143
TEVENINO	Poeaoteanuanua Mehau	19/02/1990	BA 987 09	0144
THEVENON	Antoine	02/03/1990	BA 987 09	0145
THUNOT	Noella	24/05/1987	BA 987 09	0146
TIARI	Teddy	01/04/1986	BA 987 09	0147
TIHOTITEHEI	Keroarii Jean-Paul	24/09/1989	BA 987 09	0148
TIHIVA	Raindy Marama	20/07/1989	BA 987 09	0149
TOUATINI, WONG	Dorine	12/01/1987	BA 987 09	0150
TUFAFAU	Nicole	16/05/1967	BA 987 09	0151
TUFAFAU, TAMAHAHE	Danielle	18/03/1961	BA 987 09	0152
TUFAKAMARU	Antonina	10/06/1964	BA 987 09	0153
TUFAKAMARU	Lucie	30/06/1973	BA 987 09	0154
TUHAAIMEA	Japhet Tetuaimi	30/07/1990	BA 987 09	0155
TUHAKAMARU	Franck Tanetahi	04/03/1988	BA 987 09	0156
TUHIVA	Joséphine Anastasie	08/07/1978	BA 987 09	0157
TUPU	Heiata	01/09/1989	BA 987 09	0158
TUTAIRI, PAOFI	Annabella	09/05/1964	BA 987 09	0159
TUTEINA	Tiffany Hinarii	13/08/1983	BA 987 09	0160
URIMA, MEITAI	Popoua Line	28/08/1965	BA 987 09	0161
VAEA	Pamela	16/04/1983	BA 987 09	0162
VAEA	Péténisse	09/04/1989	BA 987 09	0163
WANAI	Frédéric Hatrévnié	01/01/1989	BA 987 09	0164
WILLIAMS	Fernand Fariua	17/04/1967	BA 987 09	0165

Art. 2.— Le brevet d'aptitude aux fonctions de directeur d'accueils collectifs de mineurs est attribué aux personnes dont les noms suivent :

Nom	Prénom	Date de naissance	N° diplôme
Ahupu Hanere-Le-Bronnec	Christiane	06/01/1978	BD 987 09 0001
Lacour	Terouru	30/08/1964	BD 987 09 0002
Teivao Tarati	Miriane	23/09/1955	BD 987 09 0003

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française et le chef de la mission d'aide et d'assistance technique jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président du gouvernement de la Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 février 2009.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*L'inspecteur de la jeunesse et des sports,
chef de la mission d'aide et d'assistance technique,*
Gérard DUBOIS.

**ARRETE n° HC 12 TG du 2 mars 2009 portant agrément de
M. Tu Faraura en qualité d'agent de la police municipale
de la commune de Fakarava.**

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements des communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs, notamment son article 72 ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu l'arrêté n° HC 241 SME/BRHT/ET du 22 août 2008 portant délégation de signature à M. Frédéric Salvage, chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 93-14 du 7 décembre 1993 de Fakarava portant recrutement de M. Tu Faraura en qualité d'un agent de police polyvalent ;

Vu la demande présentée par M. le maire de Fakarava,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément en qualité d'agent de la police municipale de la commune de Fakarava est donné à M. Tu Faraura.

Art. 2.— Le maire de la commune de Fakarava et le commandant de la compagnie des archipels sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à M. Tu Faraura pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 2 mars 2009.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles Tuamotu-Gambier,*
Frédéric SALVAGE.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 276 CM du 4 mars 2009 retirant l'arrêté n° 42 CM du 14 janvier 2009 portant désignation des commissaires de gouvernement des établissements d'enseignement des premier et second cycles du second degré de Polynésie française.

NOR : DES0900381AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en charge de la charte de l'éducation et du développement des langues polynésiennes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la note n° 65 PR/IGA de l'inspection générale de l'administration en date du 24 février 2009 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mars 2009,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 42 CM du 14 janvier 2009 portant désignation des commissaires de gouvernement des établissements publics d'enseignement des premier et second cycles du second degré de la Polynésie française est retiré.

Art. 2.— Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en charge de la charte de l'éducation et du développement des langues polynésiennes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié

aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2009.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation,
de l'enseignement supérieur
et de la recherche,
de la culture et de l'artisanat,*
Jean-Marius RAAPOTO.

ARRETE n° 279 CM du 4 mars 2009 portant modification de l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat".

NOR : OPH0900377AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la solidarité, de l'habitat et de la famille, en charge de la réforme de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 79-22 AT du 1er février 1979 modifiée relative à l'Office polynésien de l'habitat ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat" ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mars 2009,

Arrête :

Article 1er.— A l'article 2 de l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié susvisé, les alinéas 2 à 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

- “- le ministre en charge de l'habitat, *président* ;
- le ministre en charge de l'aménagement, *vice-président* ;
- le ministre en charge de l'équipement ou son représentant ;
- le ministre en charge des grands travaux ou son représentant ;”.

Art. 2.— A l'article 17 de l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié susvisé, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

- “- le ministre en charge de l'aménagement, *vice-président* ;
- le ministre en charge de l'équipement ou son représentant ;”.

Art. 3.— Le ministre de la solidarité, de l'habitat et de la famille, en charge de la réforme de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2009.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le ministre de la solidarité,
de l'habitat et de la famille absent :

Le vice-président,
ministre de l'aménagement
et du développement des communes,
Antony GEROS.

ARRETE n° 280 CM du 4 mars 2009 modifiant l'arrêté n° 338 CM du 3 avril 1997 modifié établissant la liste des exceptions au règlement des dépenses après service fait.

NOR : DFC0900316AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-7 AT du 17 janvier 1991 modifiée portant application des dispositions du chapitre II du titre II du livre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 relative à la durée du travail ;

Vu l'arrêté n° 338 CM du 3 avril 1997 modifié établissant la liste des exceptions au règlement des dépenses après service fait ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mars 2009,

Arrête :

Article 1er.— Il est ajouté à l'article 1er de l'arrêté n° 338 CM du 9 avril 1997, un alinéa 2 ainsi rédigé :

- “- frais de transport et de location de moyens de transport dans la limite de 75 % du montant du devis pour les déplacements des contrôleurs du service de l'inspection du travail”.

Art. 2.— Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2009.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le ministre de l'économie
et des finances absent :

Le vice-président,
ministre de l'aménagement
et du développement des communes,
Antony GEROS.

ARRETE n° 281 CM du 4 mars 2009 portant modification de l'arrêté n° 201 CM du 26 février 2001 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public dénommé “Agence tahitienne de presse”.

NOR : SGG0900366AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 2001-4 APF du 11 janvier 2001 portant création de l'Agence tahitienne de presse ;

Vu l'arrêté n° 201 CM du 26 février 2001 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public dénommé “Agence tahitienne de presse” ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mars 2009,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 201 CM du 26 février 2001 modifié susvisé est rédigé comme suit :

"Art. 2.— L'agence est administrée par un conseil d'administration de cinq (5) membres composés comme suit :

- M. Etienne Chimin, *président* ;
- M. Georges Peni, *membre* ;
- Mme Maïna Sage, *membre* ;
- Mme Joëlle Frébault, *membre* ;
- M. Teikinui Porlier, *membre*."

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2009.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

ARRETE n° 282 CM du 4 mars 2009 portant nomination des représentants de la Polynésie française au conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'outre-mer.

NOR : MEF0900356AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mars 2009,

Arrête :

Article 1er.— Le ministre en charge de l'économie est nommé en qualité de représentant titulaire de la Polynésie française au conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'outre-mer.

Art. 2.— Le ministre en charge des ressources de la mer est nommé en qualité de représentant suppléant.

Art. 3.— L'arrêté n° 478 CM du 7 mai 2008 est abrogé.

Art. 4.— Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2009.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le ministre de l'économie

et des finances absent :

Le vice-président,
ministre de l'aménagement
et du développement des communes,
Antony GEROS.

ARRETE n° 283 CM du 4 mars 2009 abrogeant les arrêtés n° 229 CM du 6 février 2009 modifiant l'arrêté n° 229 CM du 3 février 2004 modifié, portant organisation du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI), et l'arrêté n° 230 CM du 6 février 2009 portant modification de l'arrêté n° 435 CM du 28 février 2005 portant organisation du service du travail.

NOR : TRA0900398AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, de l'emploi, de la fonction publique et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 98-201 APF du 3 décembre 1998 modifiée relative à l'organisation des compétences de la Polynésie française en matière de droit du travail ;

Vu la délibération n° 99-208 APF du 18 novembre 1999 portant création d'un service dénommé "service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles" ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française, ensemble les textes pris pour application ;

Vu la circulaire n° 225 PR du 29 août 2002 pour l'application de la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française, ensemble les textes pris pour application ;

Vu la circulaire n° 285 CM du 16 octobre 2003 relative à l'harmonisation de l'organisation interne des services de l'administration interne des services de l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 229 CM du 3 février 2004 modifié portant organisation du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI) ;

Vu l'arrêté n° 435 CM du 24 février 2005 modifié portant organisation du service du travail ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mars 2009,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 229 CM du 6 février 2009 modifiant l'arrêté n° 229 CM du 3 février 2004 modifié portant organisation du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI) est abrogé.

Art. 2.— L'arrêté n° 230 CM du 6 février 2009 portant modification de l'arrêté n° 435 CM du 28 février 2005 portant organisation du service du travail est abrogé.

Art. 3.— Le ministre du travail, de l'emploi, de la fonction publique et de la formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2009.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre du travail, de l'emploi,
de la fonction publique
et de la formation professionnelle,
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 284 CM du 4 mars 2009 portant modification de l'arrêté n° 1473 CM du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé port autonome de Papeete.

NOR : PAP0900395AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et de l'urbanisme, chargé des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2001-5 APF du 11 janvier 2001 portant dispositions relatives au code des ports maritimes de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1473 CM du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables du port autonome de Papeete ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mars 2009,

Arrête :

Article 1er.— Le mot "directeur" est remplacé par "directeur général".

Art. 2.— L'article 7 de l'arrêté n° 1473 CM du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "port autonome de Papeete", est modifié comme suit :

"L'établissement est administré par un conseil d'administration composé de dix (10) membres, à savoir :

- le ministre chargé du port autonome de Papeete ;
- le ministre chargé des finances ;
- le ministre chargé des grands travaux ;
- le ministre chargé des ressources de la mer ;
- le ministre chargé des transports ;
- un représentant de l'assemblée de la Polynésie française désigné par ladite assemblée ;
- un représentant de la commune de Papeete ;
- trois représentants du conseil portuaire élus tous les deux ans par celui-ci.

Le mandat des administrateurs expire de plein droit lorsqu'ils perdent la qualité ayant conduit à leur désignation.

Assistent en outre de plein droit aux réunions du conseil d'administration du port autonome de Papeete, avec voix consultative :

- le directeur général du port autonome de Papeete ;
- l'agent comptable du port autonome de Papeete ;
- le commissaire de gouvernement près le port autonome de Papeete ;
- un représentant du personnel du port autonome de Papeete désigné conformément aux règles en vigueur.

Le ministre chargé du port autonome de Papeete préside le conseil d'administration du port autonome de Papeete. Il peut inviter des personnalités en raison de leurs compétences à assister aux travaux du conseil d'administration.

Art. 3.— Le ministre de l'équipement et de l'urbanisme, chargé des ports et des aéroports, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2009.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'équipement
et de l'urbanisme,
Jonas TAHUAITU.

ARRETE n° 287 CM du 6 mars 2009 modifiant l'arrêté n° 1162 CM du 12 septembre 2001 portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Fonds de développement des archipels.

NOR : FDA0900362AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du développement des archipels,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 84-55 du 26 avril 1984 portant création d'un établissement public territorial dénommé Fonds de développement des archipels ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1162 CM du 12 septembre 2001 modifié portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Fonds de développement des archipels ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mars 2009,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 1162 CM du 12 septembre 2001 modifié est rédigé comme suit :

L'établissement est administré par un conseil d'administration composé de dix (10) membres, à savoir :

- une personnalité qualifiée, nommée en qualité de président du conseil d'administration par arrêté du Président de la Polynésie française, *président* ;
- le ministre chargé du développement des archipels, *vice-président* ;
- le ministre chargé du développement communal ou son représentant ;
- le ministre chargé des ressources de la mer ou son représentant ;
- le ministre chargé du tourisme ou son représentant ;
- le ministre chargé de l'agriculture ou son représentant ;
- quatre (4) représentants à l'assemblée de la Polynésie française, représentant respectivement les îles Australes, celles des Tuamotu-Gambier, les îles Sous-le-Vent et celles des Marquises, ou leurs suppléants, tous désignés par l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 2.— L'article 15 de l'arrêté n° 1162 CM du 12 septembre 2001 modifié est rédigé comme suit :

La désignation des bénéficiaires d'aides ou de subventions de toute nature, sous réserve des dispositions de l'article 12, ainsi que des logements ou parcelles, est effectuée par une commission d'attribution ainsi composée et remplacée par les dispositions suivantes :

I - Assistent avec voix délibérative :

- le président du conseil d'administration, *président* ;
- le ministre chargé du développement des archipels, *vice-président* ;
- le ministre chargé du développement communal ou son représentant ;
- le ministre chargé des ressources de la mer ou son représentant ;
- le ministre chargé du tourisme ou son représentant ;
- le ministre chargé de l'agriculture ou son représentant ;
- quatre (4) représentants à l'assemblée de la Polynésie française, représentant respectivement les îles Australes, celles des Tuamotu-Gambier, les îles Sous-le-Vent et celles des Marquises, ou leurs suppléants, tous désignés par l'assemblée de la Polynésie française.

II - Assistent avec voix consultative :

- le directeur de l'établissement ;
- l'agent comptable ;
- le commissaire de gouvernement.

La commission tient autant de réunions que nécessaire, sur convocation de son président qui en arrête l'ordre du jour. Les conditions de convocation, de quorum, de représentation, de délibération et de nouvelle convocation sont identiques à celles indiquées aux articles 7 à 10 ci-dessus. Les délibérations de la commission sont signées par le président de la commission et l'un de ses membres. Elles sont exécutoires de plein droit. Il est obligatoirement dressé un procès-verbal des réunions de la commission d'attribution dont la conservation est assurée par le directeur général et dont copie est adressée au président du conseil d'administration et à l'agent comptable.

Art. 3.— Le ministre du développement des archipels est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mars 2009.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre du développement des archipels,
Thomas MOUTAME.

ERRATUM à l'arrêté n° 272 CM du 27 février 2009.
(JOPF n° 10 du 5 mars 2009, page 1004).

ARRETE n° 272 CM du 27 février 2009 portant modification de l'arrêté n° 1665 CM du 9 décembre 2002 relatif à la composition de la commission de dépouillement des offres de l'Etablissement public d'aménagement et de développement (EAD).

NOR : EAD0900373AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'énergie et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2001-201 APF du 6 décembre 2001 modifiée portant création de l'Etablissement public des grands travaux ;

Vu l'arrêté n° 1499 CM du 4 novembre 2002 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Etablissement public des grands travaux ;

Vu l'arrêté n° 1665 CM du 9 décembre 2002 relatif à la composition de la commission de dépouillement des offres de l'Etablissement public des grands travaux ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 février 2009,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 1665 CM du 9 décembre 2002 est modifié comme suit :

- le ministre chargé des finances : *président* ;
- le ministre chargé des grands travaux : *vice-président* ;
- le ministre en charge du foncier ou son représentant : *membre* ;
- un représentant de l'assemblée de la Polynésie française ou son suppléant désigné par l'assemblée de la Polynésie française : *membre* ;
- le directeur de l'établissement : *membre*."

Art. 2.— Le ministre des grands travaux, de l'énergie et des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 février 2009.

Pour le Président absent :

Le ministre du tourisme,
Jacqui DROLLET.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux,
de l'énergie et des mines,
James SALMON.

NOR : DAF0900376AC

Par arrêté n° 278 CM du 4 mars 2009.— Une partie de la parcelle AK n° 132 et la parcelle AK n° 146, cadastrées commune de Papeete, d'une superficie respective de 3 924 mètres et de 1 478 mètres carrés, et des constructions y édifiées composant le bloc Amedet-Thirel dit Fare Manihini, sont affectées au profit du GIE Tahiti Tourisme.

Telles qu'elles figurent sur le plan de délimitation, l'extrait de plan cadastral du 17 août 2006 et le document d'arpentage n° 100034755 du 14 août 2006 détenus par la direction des affaires foncières, division gestion du domaine.

Cette affectation est destinée au relogement du GIE Tahiti Tourisme, à l'aménagement d'un site d'accueil spacieux et de restauration, à l'équipement d'un cyberspace, à l'organisation d'un espace artisanal et à l'entretien du site.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le GIE Tahiti Tourisme, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des biens affectés.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

La parcelle AK n° 146 d'une superficie de 1 478 mètres carrés est désaffectée du port autonome. L'arrêté n° 1466 CM du 24 décembre 1997 est par voie de conséquence modifié en ce qui concerne la superficie de l'affectation dudit site.

L'arrêté n° 1067 CM du 29 septembre 2006 modifié portant affectation d'un emplacement du domaine public maritime remblayé, cadastré commune de Papeete, et des constructions y édifiées composées des bâtiments A, B, C et D du bloc Amedet-Thirel dit ancien Fare Manihini, au profit du GIE Tahiti Tourisme, est abrogé.

NOR : TRA0900363AC

Par arrêté n° 285 CM du 6 mars 2009.— Les dispositions de l'avenant du 26 novembre 2008 relatif aux salaires minima conventionnels pour l'année 2009 publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 29 janvier 2009 (page 527) sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité des assurances de la Polynésie française.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

NOR : TRA0900364AC

Par arrêté n° 286 CM du 6 mars 2009.— Les dispositions de l'avenant du 4 décembre 2008 relatif aux salaires minima conventionnels pour l'année 2009 publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 22 janvier 2009 (page 429) sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité de gardiennage de la Polynésie française.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 359 PR du 4 mars 2009 portant désignation des membres de la commission d'orientation et d'évaluation des actions du Fonds pour l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 12-2009 APF/SG du 11 février 2009 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2007-2 du 16 avril 2007 modifiée relative à l'emploi des travailleurs handicapés ;

Vu l'arrêté n° 3218 PR du 12 novembre 2008 portant désignation des membres de la commission d'orientation et d'évaluation des actions du Fonds pour l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés ;

Vu la lettre du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPCF) en date du 28 janvier 2009,

Arrête :

Article 1er.— A l'article 1er de l'arrêté n° 3218 PR du 12 novembre 2008 susvisé, les dispositions figurant dans la rubrique "en qualité de représentants des communes" sont remplacées par les dispositions suivantes :

"En qualité de représentants des communes :

- Mme Valentina Cross, *titulaire* ;
- M. Raymond Van Bastolaer, *suppléant* ;".

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le ministre du travail, de l'emploi, de la fonction publique et de la formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2009.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre du travail, de l'emploi,
de la fonction publique
et de la formation professionnelle,
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 360 PR du 4 mars 2009 portant modification de l'arrêté n° 319 PR du 14 février 2001 relatif à l'occupation des emplacements destinés aux roulottes de la place Vaiete.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2000-138 APF du 9 novembre 2000 modifiée relative au service de la culture et du patrimoine ;

Vu l'arrêté n° 22 CM du 28 octobre 2004 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1714 CM du 14 décembre 2000 modifié portant affectation du tahua Vaiete (place Vaiete) et délégation de pouvoir ;

Vu l'arrêté n° 319 PR du 14 février 2001 modifié autorisant l'occupation des emplacements de roulotte sur la place Vaiete, et le plan d'occupation y annexé ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23 CM du 11 janvier 2006 portant dissolution du service dénommé "Groupement d'interventions de la Polynésie Te Toa Arai", notamment son article 9, transférant au service de la culture et du patrimoine la mission d'entretien et d'administration des places To'ata et Vaiete ;

Vu l'avis de la commission du domaine public rendu en sa séance du 22 janvier 2009,

Arrête :

Article 1er.— Le tableau ci-annexé est substitué à l'état d'occupation des emplacements de roulottes de la place Vaiete tel qu'il résulte du tableau annexé à l'arrêté n° 319 PR du 14 février 2001 modifié.

Ce tableau prend acte des modifications d'occupation des emplacements numérotés de la place Vaiete ci-après détaillées.

Art. 2.— Est autorisée l'occupation d'un emplacement de roulotte de la place Vaiete au profit de l'amodataire suivant :

- M. Yohan Bibard est autorisé à exploiter sa roulotte "L'estrella" sur l'emplacement n° 9 à compter du 5 mars 2009.

Art. 3.— Est modifiée la convention d'occupation d'emplacements de roulotte de la place Vaiete au profit de l'amodataire suivant :

- il est mis fin, à compter du 5 mars 2009, à l'autorisation d'occupation du demi-emplacement et de l'emplacement respectivement identifiés sous les numéros 28 et 29, accordée à M. Dominique Langlois, exploitant de la roulotte "Thérèse". A compter de cette même date M. Langlois est autorisé à occuper l'emplacement n° 27.

Art. 4.— Est résiliée, à compter du 28 février 2009, la convention d'occupation de l'emplacement n° 27 passée avec M. Olivier Clertant, exploitant de la roulotte "Tiki Burger".

Art. 5.— Le service de la culture et du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2009.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

ARRETE n° 363 PR du 6 mars 2009 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la culture et de l'artisanat, en charge de la charte de l'éducation et du développement des langues de communication.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 12-2009 APF/SG du 11 février 2009 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 276 PR du 17 février 2009 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la culture et de l'artisanat, en charge de la charte de l'éducation et du développement des langues de communication ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Pierre Frébault, ministre du travail, de l'emploi, de la fonction publique et de la formation professionnelle est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la culture et de l'artisanat, en charge de la charte de l'éducation et du développement des langues de communication, pendant l'absence de M. Jean-Marius Raapoto, du 6 au 14 mars 2009 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mars 2009.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

**VICE-PRESIDENCE,
MINISTRE DE L'AMENAGEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DES COMMUNES**

Par arrêté n° 4 VP du 4 mars 2009.— Une partie de la parcelle AK n° 132, cadastrée commune de Papeete, d'une superficie de 961 mètres carrés, et des constructions y édifiées composant le bloc Amedet-Thirel dit ancien Fare Manihini est affectée au profit du ministère du tourisme, chargé de l'économie numérique.

Tel qu'il figure sur le plan détenu par la direction des affaires foncières, division gestion du domaine.

Cette affectation est destinée au logement du personnel de son cabinet.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre du tourisme, chargé de l'économie numérique, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des biens affectés.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

ARRETE n° 17 MEF du 4 mars 2009 portant modification de l'arrêté n° 3 MEF du 19 février 2009 portant délégation de signature du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, à M. William Vanizette, chef du service du commerce extérieur.

Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 271 PR du 17 février 2009 relatif aux attributions du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises ;

Vu la délibération n° 88-16 AT du 11 février 1988 portant création du service du commerce extérieur ;

Vu l'arrêté n° 430 CM du 9 avril 2002 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de chef du service du commerce extérieur ;

Vu l'arrêté n° 3 MEF du 19 février 2009 portant délégation de signature du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, à M. William Vanizette, chef du service du commerce extérieur ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— A l'article 2 de l'arrêté n° 3 MEF du 19 février 2009 susvisé, il est ajouté trois alinéas rédigés comme suit :

- “4° Engagements inférieurs à *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP) et liquidations des dépenses du service, y compris les contrats et conventions ;
- 5° Délivrance de certificats administratifs ;
- 6° Ordres de déplacement des agents de son service en Polynésie française n'excédant pas six jours et prise en charge des frais de transport liés.”

Art. 2.— Le chef du service du commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2009.

Pour le ministre absent :

*Le ministre de la solidarité,
de l'habitat et de la famille,
Armelle MERCERON.*

MINISTÈRE DU TOURISME

ARRETE n° 6 MTE du 4 mars 2009 portant délégation de signature à M. Yannick Ebb, tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent.

Le ministre du tourisme, chargé de l'économie numérique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 272 PR du 17 février 2009 relatif aux attributions du ministre du tourisme, chargé de l'économie numérique ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement les dispositions de son article 9 ;

Vu la délibération n° 2001-72 du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 626 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Sous-le-Vent ;

Vu la convention n° 11319 du 16 mai 2001 relative à l'exécution des missions des subdivisions déconcentrées du service du tourisme de la Polynésie française, du service des aménagements et des activités touristiques et du service de l'artisanat traditionnel par la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 4 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 16 CM du 9 janvier 2002 portant nomination de M. Yannick Ebb en qualité de tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 718 PR du 18 juillet 2005 portant nomination de M. Judex Taputuarai en qualité de secrétaire général de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Yannick Ebb, tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent, à l'effet de signer, au nom du ministre du tourisme, chargé de l'économie numérique :

- les actes relatifs aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement subdélégés par le service du tourisme dont il assure la représentation indirecte ;
- les correspondances définies au paragraphe 1.5 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yannick Ebb, la délégation de signature consentie à l'article 1er ci-dessus est exercée par M. Judex Taputuarai, secrétaire général de la circonscription des îles Sous-le-Vent.

Art. 3.— Les dispositions de l'arrêté n° 2777 PR du 5 septembre 2008 sont abrogées.

Art. 4.— Le tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2009.
Jacqui DROLLET.

ARRETE n° 7 MTE du 4 mars 2009 portant délégation de signature à Mme Ingrid Vahinerii Drollet, tavana hau de la circonscription des îles Australes.

Le ministre du tourisme, chargé de l'économie numérique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 272 PR du 17 février 2009 relatif aux attributions du ministre du tourisme, chargé de l'économie numérique ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement les dispositions de son article 9 ;

Vu la délibération n° 2001-72 du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 629 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Australes ;

Vu la convention n° 11364 du 16 mai 2001 modifiée relative à l'exécution des missions des subdivisions déconcentrées du service du tourisme de la Polynésie française, du service des aménagements et des activités touristiques et du service de l'artisanat traditionnel par la circonscription des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 6 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 1340 CM du 24 novembre 2006 portant nomination de Mme Ingrid Vahinerii Drollet en qualité de tavana hau de la circonscription des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 563 PR du 15 septembre 2004 portant titularisation de M. Viniura Godard en qualité de rédacteur et affectation à la circonscription des îles Australes ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Ingrid Vahinerii Drollet, tavana hau de la circonscription des îles Australes, à l'effet de signer, au nom du ministre du tourisme, chargé du développement numérique :

- les actes relatifs aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement qui lui sont subdélégés par le service du tourisme dont il assure la représentation indirecte ;
- les correspondances définies au paragraphe 1.5 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Ingrid Vahinerii Drollet, la délégation de signature visée à l'article 1er ci-dessus est exercée par M. Viniura Godard, rédacteur à la circonscription des îles Australes.

Art. 3.— Les dispositions de l'arrêté n° 2774 PR du 5 septembre 2008 sont abrogées.

Art. 4.— Le tavana hau de la circonscription des îles Australes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2009.
Jacqui DROLLET.

ARRETE n° 8 MTE du 4 mars 2009 portant délégation de signature à M. Teva Quesnot, tavana hau de la circonscription des îles Marquises.

Le ministre du tourisme, chargé de l'économie numérique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 272 PR du 17 février 2009 relatif aux attributions du ministre du tourisme, chargé de l'économie numérique ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement les dispositions de son article 9 ;

Vu la délibération n° 2001-72 du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 628 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Marquises ;

Vu la convention n° 11349 du 16 mai 2001 modifiée relative à l'exécution des missions des subdivisions déconcentrées du service du tourisme de la Polynésie française, du service des aménagements et des activités touristiques et du service de l'artisanat traditionnel par la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 5 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 1011 CM du 18 juillet 2007 portant nomination de M. Teva Quesnot en qualité de tavana hau de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 2375 PR du 14 août 2007 portant nomination de M. Joseph Ah Scha en qualité de secrétaire général de la circonscription des îles Marquises ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à M. Teva Quesnot, tavana hau de la circonscription des îles Marquises, à l'effet de signer, au nom du ministre du tourisme, chargé du développement numérique :

- les actes relatifs aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement qui lui sont subdélégés par le service du tourisme dont il assure la représentation indirecte ;
- les correspondances définies au paragraphe 1.5 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Teva Quesnot, la délégation de signature visée à l'article 1er ci-dessus est exercée par M. Joseph Ah Scha, secrétaire général de la circonscription des îles Marquises.

Art. 3. — Les dispositions de l'arrêté n° 2775 PR du 5 septembre 2008 sont abrogées.

Art. 4. — Le tavana hau de la circonscription des îles Marquises est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2009.
Jacqui DROLLET.

ARRETE n° 9 MTE du 4 mars 2009 portant délégation de signature à M. Bertrand Boussat, tavana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier.

Le ministre du tourisme, chargé de l'économie numérique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 272 PR du 17 février 2009 relatif aux attributions du ministre du tourisme, chargé de l'économie numérique ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement les dispositions de son article 9 ;

Vu la délibération n° 2001-72 du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 627 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu la convention n° 11334 du 16 mai 2001 modifiée relative à l'exécution des missions des subdivisions déconcentrées du service du tourisme de la Polynésie française, du service des aménagements et des activités touristiques et du service de l'artisanat traditionnel par la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 509 CM du 21 mai 2008 portant nomination de M. Bertrand Boussat en qualité de tavana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 401 PR du 26 mai 2005 portant nomination de Mlle Maheata Williams en qualité de secrétaire générale de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à M. Bertrand Boussat, tavana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier, à l'effet de signer, au nom du ministre du tourisme, chargé du développement numérique :

- les actes relatifs aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement qui lui sont subdélégés par le service du tourisme dont il assure la représentation indirecte ;
- les correspondances définies au paragraphe 1.5 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— Les dispositions de l'arrêté n° 2776 PR du 5 septembre 2008 sont abrogées.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bertrand Boussat, la délégation de signature consentie à l'article 1er ci-dessus est exercée par Mlle Maheata Williams, secrétaire générale de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier.

Art. 4.— Le tavana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2009.
Jacqui DROLLET.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI,
DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

ARRETE n° 17 MTF/PEL du 2 mars 2009 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de technicien-chef du cadre d'emplois des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française.

Le ministre du travail, de l'emploi, de la fonction publique et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 274 PR du 17 février modifié relatif aux attributions du ministre du travail, de l'emploi, de la fonction publique et de la formation professionnelle ;

Vu l'arrêté n° 1 MTF du 19 février 2009 portant délégation de signature aux agents du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-231 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1800 CM du 10 décembre 2008 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade de technicien-chef du cadre d'emplois des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est organisé un examen professionnel pour l'accès au grade de technicien-chef du cadre d'emplois des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française.

Art. 2.— Les conditions d'accès à l'examen, la nature, le programme des épreuves et la composition du jury sont fixés en application de l'arrêté n° 1800 CM du 10 décembre 2008 susvisé.

L'examen professionnel d'accès au grade de technicien-chef est ouvert aux techniciens principaux comptant trois (3) années de service dans le grade et aux techniciens ayant six (6) ans de service effectif dans le grade et qui justifient d'un titre ou d'un diplôme reconnu par l'Etat, sanctionnant une formation d'une durée totale égale au moins à deux (2) années d'études supérieures après le baccalauréat.

La durée de service requise s'apprécie au 31 décembre de l'année au titre de laquelle est dressé le tableau d'avancement, soit au 31 décembre 2007.

Art. 3.— Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du lundi 9 mars 2009 au service du personnel et de la fonction publique, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 4e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 47 79 00 - fax : 53 31 12) et sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

A l'appui du formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir trois enveloppes autocollantes timbrées au tarif en vigueur et libellées à l'adresse du candidat ou à sa boîte postale, la photocopie de l'arrêté portant nomination ou portant intégration dans la fonction publique de la Polynésie française et pour les techniciens, une copie du diplôme ou titre requis.

L'ouverture des inscriptions est fixée au lundi 9 mars 2009 et la date de clôture est fixée au jeudi 9 avril 2009 à 12 heures.

Tout dossier parvenu au service du personnel et de la fonction publique incomplet ou postérieurement à la date et l'heure de clôture des inscriptions, ne sera pris en considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à passer l'examen professionnel sera affichée dans les locaux du service du personnel et de la fonction publique et publiée sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

Art. 4.— L'examen professionnel d'accès au grade de technicien-chef comporte les épreuves d'admissibilité et les épreuves d'admission suivantes :

1° Epreuves d'admissibilité :

- un questionnaire à choix multiple portant sur la culture générale (durée : 1 heure, coefficient 1) ;
- une épreuve de mathématiques portant sur le programme qui figure à l'annexe 1 de l'arrêté n° 1800 CM du 10 décembre 2008 (durée : 1 heure 30, coefficient 2).

2° Epreuve d'admission :

Un exposé devant le jury portant sur une situation concrète vécue dans le cadre de l'exercice quotidien des fonctions en qualité de technicien (10 minutes) suivi d'un entretien avec le jury (10 minutes, coefficient 2).

Le candidat doit avoir obtenu une moyenne de 10 sur 20 aux épreuves d'admissibilité pour pouvoir se présenter à l'épreuve d'admission.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une des épreuves est éliminatoire.

Art. 5.— Les candidats autorisés à participer à l'examen professionnel, convoqués individuellement, seront informés du lieu et de la date des épreuves.

Un centre d'examen unique est ouvert à Papeete.

Art. 6.— La date des épreuves écrites est fixée au lundi 11 mai 2009.

Art. 7.— Le chef du service du personnel et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 mars 2009.
Pour le ministre et par délégation :
Le chef de service,
Bruno LONJON.

Par arrêté n° 23 MTF du 4 mars 2009.— La coopérative de l'école Taimoana, représentée par sa présidente Mme Nerva Palos, dont le siège est situé à Papeete, chemin vicinal de Patutoa, BP 20670, 98713 Papeete, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 1 200 000 F CFP, composée de 12 000 billets à 100 F l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le mercredi 17 juin 2009 à l'école Taimoana à Papeete.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola, sous réserve d'une déduction maximale de 5 % du capital d'émission consacré aux frais d'organisation, est intégralement et exclusivement affecté au financement des achats de bureaux avec casiers, des chaises, des livres et des ordinateurs pour les élèves.

Les lots sont les suivants :

1er lot : 1 mini-ordinateur IIPC acheté.....	38 000 F CFP
2e lot : 1 mini-ordinateur IIPC acheté.....	28 500 F CFP
3e lot : 1 copie d'un tableau de Gauguin offerte	10 250 F CFP
4e lot : 1 copie d'un tableau de Gauguin offerte	9 500 F CFP
5e lot : 1 lampe confection locale offerte.....	8 000 F CFP
6e lot : 1 micro-ondes offert.....	5 450 F CFP
7e lot : 1 pendentif perle monture or offert	5 000 F CFP
8e lot : 1 pendentif perle monture argent offert	5 000 F CFP
9e lot : 1 cafetière offerte.....	3 500 F CFP
10e lot : 1 barbecue offert.....	3 500 F CFP
11e lot : 1 fer à repasser offert	3 300 F CFP
Total des lots achetés.....	66 500 F CFP
Total des lots offerts	53 500 F CFP
Total des lots (achetés et offerts)	120 000 F CFP

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 30 000 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française avant toute impression de billets de tombola. Le solde, soit la somme de 90 000 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le lundi 8 juin 2009.

Par arrêté n° 24 MTF du 4 mars 2009.— L'association des parents d'élèves du lycée Samuel-Raapoto, représentée par sa présidente Mme Valérie Hong Kiou, dont le siège est situé à Arue, PK 3,500, BP 49, 98713 Papeete, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 2 500 000 F CFP, composée de 25 000 billets à 100 F l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le vendredi 15 mai 2009 au lycée Samuel-Raapoto à Papeete.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola, sous réserve d'une déduction maximale de 5 % du capital d'émission consacré aux frais d'organisation, est intégralement et exclusivement affecté au financement de projets pédagogiques et à l'agrandissement du centre de documentation (CDI).

Les lots sont les suivants :

1er lot : 1 ordinateur PC portable + imprimante achetés.....	88 980 F CFP
2e lot : 1 console de jeu Wii achetée.....	39 990 F CFP
3e lot : 1 lecteur Ipod Sylver acheté	19 990 F CFP
4e lot : 1 appareil photo numérique acheté	14 990 F CFP
5e lot : 1 appareil photo numérique acheté	14 990 F CFP
6e lot : 1 téléphone mobile avec appareil photo, MP3 et carte mémoire acheté	14 590 F CFP
7e lot : 1 téléphone mobile avec appareil photo acheté.....	13 900 F CFP
8e lot : 1 machine à laver New Tec achetée.....	12 000 F CFP
9e lot : 1 lecteur MP3 4 Go acheté.....	11 990 F CFP
10e lot : 1 lecteur MP3 4 Go acheté.....	11 990 F CFP
11e lot : 1 casque microgaming acheté.....	5 990 F CFP
12e lot : 1 four micro-ondes 20 litres offert.....	6 950 F CFP
13e lot : 1 rice cooker offert	2 995 F CFP
14e lot : 1 fer à repasser offert	2 105 F CFP
15e lot : 1 fer à cheveux offert.....	1 930 F CFP
16e lot : 1 cafetière offerte	1 495 F CFP
17e lot : 1 cafetière offerte	1 495 F CFP
18e lot : 1 fer à repasser offert	1 495 F CFP
19e lot : 1 bouilloire offerte	1 480 F CFP
20e lot : 1 bouilloire offerte	1 480 F CFP
Total des lots achetés.....	249 400 F CFP
Total des lots.....	270 825 F CFP

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 67 706 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française avant toute impression de billets de tombola. Le solde, soit la somme de 203 119 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le mardi 5 mai 2009.

Par arrêté n° 25 MTF du 4 mars 2009.— L'association Taatiraa Huma Mero, représentée par sa présidente Mme Henriette Kamia, dont le siège est situé à Arue, BP 140767, 98701 Arue, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 3 000 000 F CFP, composée de 30 000 billets à 100 F l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le samedi 27 juin 2009 au centre Huma Mero situé à Arue, PK 6,800, côté montagne.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola, sous réserve d'une déduction maximale de 5 % du capital d'émission consacré aux frais d'organisation, est intégralement et exclusivement affecté au financement de voyages pédagogiques et aux achats de matériels pédagogiques.

Les lots sont les suivants :

1er lot : 1 ordinateur portable + imprimante offerts par THM	50 000 F CFP
2e lot : 1 lit pour 2 personnes offert par THM.....	25 000 F CFP
3e lot : 1 pendentif en perle offert par la bijouterie Missir	20 000 F CFP
4e lot : 1 table en bois avec 4 chaises offertes par THM	20 000 F CFP
5e lot : 1 billet A/R Papeete/ISLV offert par Air Tahiti	15 000 F CFP
6e lot : 1 table en bois avec 4 chaises offertes par THM	15 000 F CFP
7e lot : 1 collier offert par la bijouterie Wan	15 000 F CFP
8e lot : 1 paire de boucles d'oreille offerte par THM	10 000 F CFP
9e lot : 1 grande table offerte par THM	10 000 F CFP
10e lot : 1 bijou offert par la bijouterie Vaima Perles.....	10 000 F CFP
11e lot : 1 lit pour 1 personne offert par THM	5 000 F CFP
12e lot : 1 paire de boucles d'oreille offerte par Poe Rava	5 000 F CFP
13e lot : 1 patchword de 2 places offert par THM	5 000 F CFP
14e lot : 1 pendentif en perle offert par THM	5 000 F CFP
15e lot : 1 petit lit pour 1 personne offert par THM.....	5 000 F CFP
16e lot : 1 paire de boucles d'oreille offerte par THM	4 000 F CFP
17e lot : 1 patchword d'une place offert par THM	4 000 F CFP
18e lot : 1 paire de boucles d'oreille en perle offerte par THM	4 000 F CFP
19e lot : 1 bijou offert par THM	4 000 F CFP
20e lot : 1 umete sculpté offert par THM	4 000 F CFP
21e lot : 1 bague "Toi et Moi" offerte par THM.....	3 000 F CFP
22e lot : 1 couverture avec 2 taies d'oreiller offertes par THM.....	3 000 F CFP
23e lot : 1 collier en cuir avec une perle offerts par THM	3 000 F CFP
24e lot : 1 petite lampe en burgau offerte par THM	3 000 F CFP
25e lot : 1 perle sculptée offerte par THM	3 000 F CFP
Total des lots achetés.....	0 F CFP
Total des lots offerts	250 000 F CFP
Total des lots (achetés et offerts)	250 000 F CFP

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 62 500 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française avant toute impression de billets de tombola. Le solde, soit la somme de 187 500 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le mercredi 17 juin 2009.

Par arrêté n° 29 MTF du 6 mars 2009.— Me Bernard Bruggmann, notaire à Papeete, est autorisé à s'absenter de la Polynésie française pour la période du 8 au 21 mars 2009 inclus.

Pendant l'absence de Me Bernard Bruggmann, M. Kim Alexandre Yao est désigné pour assurer son intérim. Il cessera ses fonctions, pour lesquelles il a déjà prêté serment, deux jours après le retour du notaire titulaire.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE , DES SPORTS ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

Par arrêté n° 1 MJS du 6 mars 2009.— La composition du jury de la session d'examen du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française, organisée les 27 et 28 mars 2009 à Rangiroa, îles Tuamotu, est fixée comme suit :

Président du jury : le chef du service de la jeunesse et des sports ou son représentant ;

Membres :

- Mme Gisèle Alzina, titulaire du brevet d'Etat d'éducateur sportif des activités de natation (BEESAN) ;
- M. Charles Berger, titulaire du diplôme d'Etat de maître nageur sauveteur (MNS) et du monitorat national des premiers secours (MNPS) ;
- M. Didier Reiatua, titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA) et du monitorat national des premiers secours (MNPS).

MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'URBANISME

Par arrêté n° 10 MEP du 3 mars 2009.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités relatives à la terre Puhoni cadastrée sous la référence C 3, n° 77 (plan 11) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Ahe. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Indemnités à déconsigner : 313 F CFP ;

Bénéficiaire : Mme Amélie Mariteragi veuve Tetua (bf 2.1.1.4.3.u).

Par arrêté n° 11 MEP du 3 mars 2009.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Patito, parcelle C, lot 1 nécessaire à l'aménagement de l'espace portuaire du quai de Maupiti. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Indemnités à déconsigner : 513 F CFP ;

Bénéficiaire : M. Tati Tshen Fo Chee Ayee (bf 2.4.4.6).

Par arrêté n° 12 MEP du 3 mars 2009.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Pirake Keke 1 (plan 4) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Ahe. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Indemnités à déconsigner : 2 300 F CFP ;

Bénéficiaire : Mme Amélie Mariteragi veuve Tetua (bf 2.1.2.4.3.u).

Par arrêté n° 13 MEP du 3 mars 2009.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées L 417 (plan 113) et L 419 (plan 114) nécessaires à la réalisation de la 3e entrée Est de Papeete, dans la commune de Arue, entre le carrefour de la mairie et le bas du col de Taharaa. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

N° de plan	Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaire
113	177 867	Mme Françoise Skeates épouse Schneiders, mandataire de son frère Martyn Skeates
114	61 333	

Par arrêté n° 15 MEP du 4 mars 2009.— Est annulé l'arrêté n° 138 MEQ du 10 février 2009 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignation relatives aux parcelles de terre repérées sous les plans n° 32, n° 33 et n° 34 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.

Par arrêté n° 16 MEP du 4 mars 2009. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations aux parcelles de terre repérées sous les plans n° 32, n° 33 et n° 34 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner			Bénéficiaires
Plan n° 32	Plan n° 33	Plan n° 34	
25 180	13 049	20 576	Mlle Aimata Teipoarii
25 180	13 048	20 576	M. Gabriel Teipoarii
25 181	13 048	20 576	Mlle Teumere Teipoarii
25 181	13 048	20 576	M. Pierrot Teipoarii
25 181	13 048	20 576	M. Emile Teipoarii
25 181	13 048	20 576	Mlle Maeva Teipoarii
25 181	13 048	20 576	M. Amos Gaston Teipoarii

Par arrêté n° 17 MEP du 4 mars 2009. — Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre repérées sous les plans n° 1, n° 2, n° 3, n° 4, n° 5, n° 6, n° 7, n° 8, n° 9 et n° 13 nécessaires à l'aménagement de la route territoriale n° 2 du PK 19,800 au PK 20,800 à Papenoo dans la commune de Hitia'a O Te Ra. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

N° de plan	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
1	317	Mme Mere Mathilde Teihoarii veuve Lagarde
2	430	
3	696	
4	105	
5	1 669	
6	24 911	
7	698	
8	245	
9	222	
13	620	M. Yves Lagarde
1	239	
2	259	
3	521	
4	81	
5	1 253	
6	18 684	
7	527	
8	185	
9	167	M. Alain Lagarde
13	468	
1	239	
2	259	
3	521	
4	81	
5	1 253	
6	18 684	
7	527	
8	185	
9	167	
13	468	

N° de plan	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
1	239	M. René Lagarde
2	259	
3	521	
4	81	
5	1 253	
6	18 684	
7	527	
8	185	
9	167	
13	468	M. Marc Lagarde
1	239	
2	259	
3	521	
4	81	
5	1 253	
6	18 684	
7	527	
8	185	
9	167	
13	468	

Par arrêté n° 18 MEP du 4 mars 2009. — Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre repérées sous les plans n° 1, n° 2, n° 3, n° 4, n° 5, n° 6, n° 7, n° 8, n° 9 et n° 13 nécessaires à l'aménagement de la route territoriale n° 2 du PK 19,800 au PK 20,800 à Papenoo dans la commune de Hitia'a O Te Ra. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

N° de plan	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaire
1	1 273	M. Emile Lagarde
2	1 725	
3	2 780	
4	429	
5	6 681	
6	99 647	
7	2 806	
8	985	
9	890	
13	2 492	

Par arrêté n° 19 MEP du 4 mars 2009. — Est déconsignée une partie des indemnités d'expropriation relatives aux terres Temahana et Vaihaena ou Vahiaena lot 2A (plan n° 13) et Temahana et Vaihaena ou Vahiaena, chemin de servitude (plan n° 14) nécessaires aux aménagements de sécurité entre les PK 44,300 et PK 45,100 et à la reconstruction de l'ouvrage d'art sur la rivière Utuofai dans la commune de Taiarapu-Est. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaire
Plan n° 13	Plan n° 14	
50 065	6 875	Mlle Pauline Tapa, mandataire de Mlle Hinarii Mervin

Par arrêté n° 20 MEP du 4 mars 2009.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre enregistrées sous les PV 282 et 270 (plans n° 3 et n° 4) et PV 268 (plan n° 8), nécessaires à la reconstruction de l'ouvrage d'art sur la rivière Utuofai dans la commune de Taiarapu-Est. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

N° de plan	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaire
3	1 095	Mlle Pauline Tapa, mandataire de Mlle Hinarii Mervin
4	2 652	
8	2 949	

Par arrêté n° 21 MEP du 4 mars 2009.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à une parcelle du domaine de Pamatai sise à Faa'a nécessaire aux travaux de réalisation de la route de dégagement Ouest (RDO). Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Référence cadastrale	Arrêté de consignation	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaire
Lot n° 11 domaine de Pamatai parcelle B, lots n° 2, n° 3 et n° 4	800 TP du 16/02/76	2 187	Mlle Lucie Faarii
Lot n° 11 domaine de Pamatai parcelle B, lots n° 2, n° 3 et n° 4	4588 TP du 15/09/77	903	
Lot n° 11 domaine de Pamatai parcelle E.2	2118 SEQ du 21/06/83	200	

Par arrêté n° 22 MEP du 4 mars 2009.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative aux parcelles de terre repérées sous les plans n° 2, n° 3, n° 4, n° 5, n° 6, n° 7, et n° 8 nécessaires à l'aménagement de la route territoriale n° 2, tunnel de la pointe Arahoho à Tiarei dans la commune de Hitia'a O Te Ra. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

N° de plan	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
2	1 295	Mme Tara Fava
3	162	
4	150	
5	70	
6	64	
7	646	
8	358	
2	5 181	M. Rauhea Fava
3	649	
4	602	
5	279	
6	259	
7	2 584	
8	1 436	

N° de plan	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
2	5 181	Mme Sonia Tevarearai
3	649	
4	602	
5	279	
6	259	
7	2 585	
8	1 436	
2	1 295	M. Clément Tanematea
3	162	
4	150	
5	70	
6	64	
7	646	
8	358	
2	5 181	Mme Irama Marae
3	649	
4	602	
5	279	
6	258	
7	2 585	
8	1 435	
2	5 181	Mme Vahinerii Fava
3	649	
4	602	
5	279	
6	258	
7	2 585	
8	1 436	
2	5 181	M. Jean Fava
3	649	
4	602	
5	279	
6	258	
7	2 585	
8	1 435	
2	5 181	Mme Teriiraha Paea
3	649	
4	602	
5	279	
6	258	
7	2 585	
8	1 435	

Par arrêté n° 23 MEP du 4 mars 2009.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références CB 12, CB 13, CB 14 et CB 15 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Parcelles	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaire
CB 12	2 498 874	Mme Linda Tupu-Flores
CB 13	1 016 198	
CB 14	53 571	
CB 15	3 630 409	

Par arrêté n° 24 MEP du 4 mars 2009.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références CB 12, CB 13, CB 14 et CB 15 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Parcelles	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
CB 12	555 306	Mme Claudia Szenk
CB 13	225 821	
CB 14	11 905	
CB 15	806 757	
CB 12	555 305	M. Roger Raparii
CB 13	225 821	
CB 14	11 905	
CB 15	806 757	
CB 12	555 305	Mme Angèle Teritau
CB 13	225 822	
CB 14	11 905	
CB 15	806 758	
CB 12	555 305	Mme Edwige Masson épouse Bryant
CB 13	225 822	
CB 14	11 905	
CB 15	806 758	
CB 12	555 305	Mme Elisabeth Szenk épouse Teuira
CB 13	225 822	
CB 14	11 904	
CB 15	806 758	
CB 12	555 305	M. William Szenk
CB 13	225 822	
CB 14	11 904	
CB 15	806 758	

Par arrêté n° 25 MEP du 4 mars 2009.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 311 (plan n° 13) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : M. Jean-Marie Ioane ;
Indemnités à déconsigner : 45 553 F CFP.

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° 1 MEV du 6 mars 2009 autorisant la commune de Bora Bora à exploiter un quai de transfert de déchets recyclables et une déposante sur le secteur de Fitiuu (établissement de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement,

Arrête :

Article 1er.— La commune de Bora Bora est autorisée à installer et exploiter un quai de transfert de déchets recyclables et une déposante sur le secteur de Fitiuu.

Les installations sont situées sur les terrains référencés comme suit :

Installation	Commune	Terre	N° parcelle	Propriétaire
Quai de transfert	Bora Bora	Taitariu	CB 5, 6, 7	Polynésie française
Déposante	Bora Bora	Pohenui	CB 15	Polynésie française

Titre Ier - Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement relève de la 1re classe, rubrique 167 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les équipements classés sont répertoriés dans le tableau suivant :

Rubrique	Définition de la rubrique	Equipements de l'installation prévus	Classe
167	Ordures et autres résidus urbains (stockage et traitement des) : 1° Station de transit	Quai de transfert de déchets recyclables	1re
167	Ordures et autres résidus urbains (stockage et traitement des) : 2° Traitement (broyage, décharge ou déposante, compostage, incinération)	Déposante de 45 500 m ³ (hors couverture)	1re

Titre II - Dispositions générales

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 4.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 5.— Les installations sont implantées et exploitées conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté. Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 6.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier "installation classée" comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des mesures sur le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation visé à l'article 66.

Ce dossier est tenu à la dispositions de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Art. 7.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique et affiché bien en évidence.

Art. 8.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

Titre III - Prescriptions liées à la phase de travaux

Art. 9.— Lors de la phase de travaux, une signalisation indique la présence et les dangers du chantier (sortie d'engins, ralentissements, risque de gravats...).

Art. 10.— Les normes relatives au bruit devront être respectées.

Art. 11.— Les réparations ou opérations de maintenance importantes (vidanges...) ne sont pas effectuées sur le site mais dans une installation prévue à cet effet et dûment autorisée.

Art. 12.— Aucun stockage de carburant ou de produits potentiellement polluants nécessaire au fonctionnement des engins ne peut être installé sur le site sans la mise en place de rétentions adéquates définies à l'article 61 du présent arrêté.

Art. 13.— Aux abords de la zone terrassée pour la réalisation de la déposé, une lagune est aménagée et sert de zone tampon avant rejet des eaux vers le milieu extérieur.

Art. 14.— En période sèche, toutes les mesures devront être prises pour limiter les émissions de poussière.

Titre IV - Prescriptions relatives au quai de transfert de déchets recyclables

Art. 15.— Le quai de transfert est constitué :

- d'une aire d'accueil des engins entrant sur le site ;
- d'une aire de transfert constituée de deux plates-formes à partir desquelles les déchets sont déversés par voie gravitaire dans des bennes ouvertes de 30 mètres cubes ;
- d'une zone de manœuvre des engins de transfert ;
- d'une zone réservée aux points d'apport volontaire (PAV) ;
- d'une zone de stockage tampon des bennes permettant, le cas échéant, de faire face à des difficultés d'évacuation.

Art. 16.— La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

Art. 17.— Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différentes bennes et des conteneurs des PAV est réalisé par l'exploitant.

Art. 18.— Toutes dispositions appropriées sont prises pour éviter l'envol des déchets en dehors des bennes.

Art. 19.— Les déchets doivent être périodiquement évacués vers des installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir.

Si les papiers et cartons ne sont pas stockés à l'abri de la pluie, ils doivent être évacués au moins une fois par mois.

Les déchets ménagers spéciaux (huiles usagées, piles, batteries) sont évacués, au plus tard tous les trois mois.

Art. 20.— L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature, la quantité et la destination des déchets évacués. Ce registre est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées.

Art. 21.— Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité exclusive de l'exploitant. Les documents justificatifs de cette évacuation doivent être annexés au registre prévu à l'article 20 du présent arrêté.

Art. 22.— En dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs.

Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des matériaux, objets ou produits acceptés sont affichés visiblement à l'entrée de l'exploitation.

Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation informe les utilisateurs sur les modalités de circulation et de dépôt.

Les voies de circulation sont aménagées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler. Elles sont dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

Art. 23.— Pour les huiles usées, une information notamment par affichage à côté du conteneur, attirera l'attention du public sur les risques et sur l'interdiction formelle de tout mélange avec d'autres huiles ou produits.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients.

Art. 24.— L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques liés aux produits susceptibles d'être présents dans l'installation.

Art. 25.— L'affectation des bennes et des conteneurs destinés au stockage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages.

Art. 5.— Une couverture des bennes est mise en place pendant les transferts terrestres et maritimes afin d'empêcher tout envol ou toute chute d'objets.

Titre V - Prescriptions relatives à la déposé

Art. 27.— Le dispositif de confinement des déchets se compose :

- d'une étanchéité passive en fond (ou sole) constituée au minimum de 50 centimètres de mamu compacté (perméabilité : 10^{-8} m/s) afin de limiter tout transfert de polluants ;

- d'un confinement de surface comprenant une étanchéité active par géosynthétique bentonique sur le toit et les risbermes et des fenêtres oxydantes, en talus, perméables au gaz et permettant de légères infiltrations d'eau afin d'assurer une dégradation biologique complète des déchets et leur stabilisation définitive.

Art. 28.— Le drainage de la déposéte est assuré par une tranchée périphérique et un bras central. Il est composé d'un massif drainant en 15/25 et d'un drain agricole.

Art. 29.— Les eaux de la lagune rejetées dans le milieu naturel respectent les valeurs limites suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- MES \leq 100 mg/L ;
- DCO \leq 300 mg/L ;
- DBO5 \leq 100 mg/L.

Des mesures sont réalisées tous les trois mois et les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées.

Art. 30.— Le dalot constituant l'exutoire de la lagune est régulièrement entretenu. Il est équipé d'un barrage amovible permettant de fixer le niveau de la lagune.

Art. 31.— Un fossé extérieur est réalisé pour capter les arrivées d'eau en amont ainsi que les eaux des flancs. Il est dimensionné par rapport au débit de la crue centennale.

Le franchissement de la route de ceinture se fait par un dalot dont les caractéristiques sont les suivantes :

- largeur : 3,6 mètres ;
- tirant d'eau : 1 mètre ;
- tirant d'air : 0,5 mètre ;
- hauteur intérieure totale : 1,5 mètre.

L'ouvrage (fossé et dalot) est régulièrement entretenu afin de garantir un bon fonctionnement.

Art. 32.— L'ensemble du site est végétalisé afin de favoriser son insertion paysagère.

Titre VI - Protection contre l'incendie

Art. 33.— Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie par la mise en place :

- de systèmes d'arrêt d'urgence permettant de mettre en sécurité les installations ;
- de moyens d'intervention incendie fixes et mobiles (RIA, extincteurs, etc.).

Art. 34.— Tout personnel même intérimaire dispose des consignes de sécurité à observer en cas d'allumage d'une alarme. L'exploitant s'assure que ces consignes sont bien assimilées par ce personnel.

Art. 35.— A proximité d'installations renfermant des matières combustibles, il est interdit de fumer, d'y allumer ou d'y introduire sous forme quelconque une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf pour la réalisation de travaux d'entretien réalisés sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette interdiction est affichée de façon apparente aux abords de chaque lieu précédemment définis.

Art. 36.— Les moyens minimums particuliers de lutte contre l'incendie sont les suivants :

- un extincteur portatif 9 kilogrammes poudre ABC ;
- un extincteur portatif dans tous les engins de transport et de transfert.

Art. 37.— L'exploitation devra disposer en permanence d'une réserve de matériaux de recouvrement (sable, terre) conséquente clairement identifiée et prête à l'utilisation ainsi que de l'engin de manutention nécessaire pour sa manipulation.

Art. 38.— L'exploitation est défendue par au moins un poteau d'incendie normalisé de diamètre nominal 100 mm, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimum de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Art. 39.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie sont régulièrement inspectés, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

Art. 40.— Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement.

Art. 41.— Afin d'éviter toute propagation d'incendie, les sols des zones de stockage sont dégagés de tous encombrants, déchets et autres, et sont entretenus régulièrement.

Art. 42.— Afin de réduire les risques de propagation d'un incendie, un déboisement complet autour du site est réalisé sur 20 mètres au minimum.

Art. 43.— L'accessibilité des engins de secours en tout point de l'exploitation (CET, déposéte et quai de transfert) doit être garantie (largeur, constitution).

Art. 44.— Un chemin stabilisé de 1,4 mètre doit être créé sur tout le périmètre clôturé du site (intérieur ou extérieur en fonction des possibilités) pour permettre aux moyens de secours d'y accéder rapidement.

Art. 45.— L'exploitation devra être équipée d'une aire libre conséquente permettant l'isolement ou le retrait partiel des déchets incendiés afin de réaliser leur extinction.

Art. 46.— La zone tampon de stockage des bennes doit être correctement dimensionnée (par rapport au nombre majorant de bennes) afin que ces dernières soient distantes les unes des autres d'au moins 5 mètres et qu'il n'y ait aucune propagation d'incendie possible à l'extérieur du site.

Art. 47.— Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie sont collectées et ne sont pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 48.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence notamment dans les locaux techniques et à l'accueil.

Art. 49.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Art. 50.— Les consignes suivantes sont affichées bien en vue et au regard de tous :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18 et/ou autres...);
- l'adresse du centre de secours de premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre.

Art. 51.— Des panneaux portant la mention "défense de fumer" sont répartis judicieusement et affichés bien en évidence, en particulier dans les zones à risques.

Titre VII - Protection de l'environnement

Art. 52.— Le brûlage de tout déchet est interdit.

Art. 53.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'une pollution de l'air, de l'eau ou du sol.

Art. 54.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.).

Art. 55.— Des précautions seront prises afin d'éliminer les risques de pollution due à des fuites ou des déversements de carburants ou d'huile.

Art. 56.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, notamment les PAV pour les huiles usagées ou le stockage d'hydrocarbures pendant la phase de travaux, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Art. 57.— Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter tout renversement accidentel.

Art. 58.— L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux ou polluants présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger.

Art. 59.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Titre VIII - Protection contre les nuisances sonores

Art. 60.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement. En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 61.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone : Zone à prédominance d'activités commerciales, industrielles ainsi que les zones agricoles situées en zone rurale non habitée ou comportant des écarts ruraux ;

Jour : 65 ;

Période intermédiaire : 60 ;

Nuit : 55.

Période de jour :

- jours ouvrables : de 7 heures à 20 heures.

Périodes intermédiaires :

- jours ouvrables : de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures ;
- dimanches et jours fériés : de 6 heures à 22 heures.

Période de nuit :

- tous les jours : de 22 heures à 6 heures.

Art. 62.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs ci-dessus.

Art. 63.— Des contrôles annuels seront réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et aux frais de l'exploitant. Ces contrôles seront réalisés durant les horaires d'ouvertures, en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée.

Art. 64.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 65.— Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement répondent aux prescriptions précitées.

Titre IX - *Exploitation et entretien*

Art. 66.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur ce registre, sont notamment inscrits :

- le nom du responsable de l'exploitation ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 67.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre prévu et affichées à l'intérieur de l'exploitation de manière que les usagers en prennent connaissance.

Ces consignes préciseront notamment :

- les mesures d'urgence à prendre et les moyens d'intervention à mettre en œuvre en cas d'incendie ;
- les interdictions à respecter.

Art. 68.— L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits et matériaux stockés.

Art. 69.— L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque.

Art. 70.— L'exploitant veille à la mise en œuvre de dératization et de désinsectisation régulières.

Art. 71.— L'installation est clôturée et fermée par un portail de manière à interdire l'accès à toute personne ou véhicule non autorisé par l'exploitant en dehors des heures d'ouverture.

Titre X - *Prescriptions relatives à la remise en état en fin d'exploitation*

Art. 72.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- les installations sont démontées ;
- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;

- les réservoirs et les canalisations de liquides susceptibles de polluer les eaux ont été vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf s'ils ont été retirés, découpés et ferrailés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

Le produit utilisé pour la neutralisation, doit recouvrir toute la surface de la paroi interne des contenants si ces derniers sont laissés sur place et posséder à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

Une neutralisation à l'eau peut être tolérée lors d'une cessation d'activité temporaire. Une ré-épreuve est effectuée avant la remise en service de l'exploitation. Une neutralisation à l'eau ne peut excéder 24 mois.

Titre XI - *Contrôle de l'installation classée autorisée*

Art. 73.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire tous renseignements complémentaires, qu'elle juge utiles.

Art. 74.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 75.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mars 2009.
Georges HANDERSON.

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

DECISION n° 2009-1 CESC/PR du 9 mars 2009 portant délégation de signature à Mme Alexa Bonnette, secrétaire générale du Conseil économique, social et culturel.

La présidente du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2005-64 APF du 13 juin 2005 portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 106 CM du 23 janvier 2009 nommant Mme Alexa Bonnette en qualité de secrétaire général du Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 2007-1 CESC/SG du 28 août 2007 prenant acte de l'élection du président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française,

Décide :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Alexa Bonnette, secrétaire générale du Conseil économique, social et culturel, pour signer au nom de la présidente du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française :

- les correspondances relatives au fonctionnement courant de l'institution ;
- les bordereaux de transmission des actes, lettres, procès-verbaux, décisions, etc. ;

- les attestations diverses à délivrer aux membres du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;
- les actes de gestion courante du personnel du Conseil économique, social et culturel et les congés.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Alexa Bonnette, les délégations qui lui ont été consenties sont exercées par Mme Lydia Duchek-Laugeon.

Art. 3.— La secrétaire générale du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mars 2009.

Raymonde RAOULX.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE MINISTERIEL du 6 février 2009 modifiant l'arrêté du 9 mai 2005 portant création de comités techniques paritaires à la direction générale de l'aviation civile et à l'Ecole nationale de l'aviation civile.

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire ;

Vu le décret n° 2008-1299 du 11 décembre 2008 créant la direction de la sécurité de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté du 9 mai 2005 modifié portant création de comités techniques paritaires à la direction générale de l'aviation civile et à l'Ecole nationale de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2008 portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile,

Arrête :

Article 1er.— Le tableau figurant à l'article 4 de l'arrêté du 9 mai 2005 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

DIRECTIONS ET SERVICES	NOMBRE DE REPRESENTANTS			
	Membres représentant l'administration		Membres représentant les personnels	
	Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants
I. - SERVICES A COMPETENCE NATIONALE				
A. - Direction des services de la navigation aérienne (DSNA)				
Direction des services de la navigation aérienne (CTP spécial)	10	10	10	10
<i>CTP spéciaux des directions et services de la direction des services de la navigation aérienne</i>				
Direction de la technique et de l'innovation	10	10	10	10
Direction des opérations	10	10	10	10
Centre d'exploitation des systèmes de la navigation aérienne centraux	5	5	5	5
Service de l'information aéronautique	6	6	6	6
Centre en route de la navigation aérienne Nord	10	10	10	10
Centre en route de la navigation aérienne Ouest	10	10	10	10
Centre en route de la navigation aérienne Sud-Ouest	10	10	10	10
Centre en route de la navigation aérienne Sud-Est	10	10	10	10
Centre en route de la navigation aérienne Est	10	10	10	10
Service de la navigation aérienne Nord	8	8	8	8
Service de la navigation aérienne Nord-Est	8	8	8	8
Service de la navigation aérienne Centre-Est	9	9	9	9
Service de la navigation aérienne Sud-Est	9	9	9	9
Service de la navigation aérienne Sud-Sud-Est	9	9	9	9
Service de la navigation aérienne Sud	8	8	8	8
Service de la navigation aérienne Sud-Ouest	8	8	8	8
Service de la navigation aérienne Ouest	8	8	8	8
Service de la navigation aérienne Antilles / Guyane	7	7	7	7
Service de la navigation aérienne océan Indien	4	4	4	4
Organisme de Bâle-Mulhouse	6	6	6	6
Organisme de Clermont-Ferrand	4	4	4	4
Organisme de Montpellier	6	6	6	6
Organisme d'Orly	8	8	8	8
Organisme de Paris-Charles-de-Gaulle	10	10	10	10
Organismes de Bastia et d'Ajaccio	6	6	6	6
Organisme de Fort-de-France	5	5	5	5
Organisme de Pointe-à-Pitre	5	5	5	5
B. - Direction de la sécurité de l'aviation civile (DSAC)				
Direction de la sécurité de l'aviation civile (CTP spécial)	10	10	10	10
<i>CTP spéciaux des directions interrégionales de la direction de la sécurité de l'aviation civile</i>				
Direction de la sécurité de l'aviation civile Antilles-Guyane	5	5	5	5
Direction de la sécurité de l'aviation civile Centre-Est	5	5	5	5
Direction de la sécurité de l'aviation civile Nord	6	6	6	6
Direction de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est	5	5	5	5
Direction de la sécurité de l'aviation civile Ouest	6	6	6	6
Direction de la sécurité de l'aviation civile océan Indien	4	4	4	4
Direction de la sécurité de l'aviation civile Sud	5	5	5	5
Direction de la sécurité de l'aviation civile Sud-Est	6	6	6	6
Direction de la sécurité de l'aviation civile Sud-Ouest	6	6	6	6
C. - Autres services à compétence nationale				
<i>CTP spéciaux des autres services à compétence nationale</i>				
Centre d'exploitation, de développement et d'études du réseau d'information de gestion	5	5	5	5
Service technique de l'aviation civile	8	8	8	8
Service d'exploitation de la formation aéronautique	9	9	9	9
Service national d'ingénierie aéroportuaire	8	8	8	8
<i>CTP spéciaux des services du service d'exploitation de la formation aéronautique</i>				
Service d'exploitation de la formation aéronautique, centre de Saint-Yan	4	4	4	4
Service d'exploitation de la formation aéronautique, centre de Montpellier	4	4	4	4
Service d'exploitation de la formation aéronautique, centre de Melun	4	4	4	4
Service d'exploitation de la formation aéronautique, centre de Grenoble	4	4	4	4
Service d'exploitation de la formation aéronautique, centre de Castelnau-d'Aud	4	4	4	4
Service d'exploitation de la formation aéronautique, centre de Carcassonne	4	4	4	4
Service d'exploitation de la formation aéronautique, centre de Biscarosse	4	4	4	4
Service d'exploitation de la formation aéronautique, centre de Saint-Auban	4	4	4	4
Service d'exploitation de la formation aéronautique, centre de Muret	5	5	5	5
II. - SERVICES D'OUTRE-MER				
<i>CTP des services d'outre-mer</i>				
Service d'Etat de l'aviation civile Nouvelle-Calédonie	7	7	7	7
Service d'Etat de l'aviation civile Polynésie française	8	8	8	8

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le sous-directeur des personnels,
G. CHARVE.

RESULTAT de délibération modifiant la liste des paramètres RDS autorisés.

Par délibération en date du 3 février 2009, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a décidé de modifier l'annexe de la délibération relative à l'attribution des codes RDS du 4 mars 2008.

Les paramètres des trente-neuf services définis à l'annexe 1 modifient la liste des paramètres RDS autorisés.

Les douze nouveaux services définis à l'annexe 2 sont ajoutés à la liste des paramètres RDS autorisés.

Annexe 2

Ajout à la liste des paramètres RDS autorisés

Nom du service	Code PI (identification du programme)	Radical du code PS (nom du programme)	Territoire concerné ou radio spécifique
----------------	---	--	--

Tau FM	FE3A	Tau FM	Polynésie
--------	------	--------	-----------

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 12 au 25 mars 2009 inclus)

CODE DEVISE PAYS	DEVICES	Cours en francs pacifiques
EUR Euro	1 euro	119,33
USD Etats-Unis d'Amérique ...	1 dollar US	93,35
AUD Australie	1 dollar australien	60,14
CAD Canada	1 dollar canadien	72,99
CHF Suisse	1 franc suisse	81,36
DKK Danemark	1 couronne danoise	16,02
GBP Grande-Bretagne	1 livre sterling	129,30
HKD Hong Kong	1 dollar	12,04
JPY Japon	1 yen	0,95
NOK Norvège	1 couronne norvégienne	13,35
NZD Nouvelle-Zélande	1 dollar néo-zélandais	46,85
SEK Suède	1 couronne suédoise	10,41
SGD Singapour	1 dollar singapour	60,84
FJD Fidji	1 dollar fidjien	50,23
THB Thaïlande	1 bath	2,59
CNY Chine	1 yuan	13,65
KRW Corée	1 won coréen	0,06
IDR Indonésie	1 roupie indonésienne	0,01
BRL Brésil	1 real brésilien	39,51

DIRECTION DES AFFAIRES FONCIERES

CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS

AVIS N° 1124 DAF.REC-HYP

Il est donné avis de recherche des héritiers inconnus de Ariitetoa a Teahu époux de Teraiefa, Vahineiterai a Orirau (une des revendiquantes de la terre Vaitaia sise à Teaharao), Ituragi Mati Petero, Mme Maraaura a Nee a Popoti épouse Uparu Tavita, Mme Pamati a Haamana, M. Tamatoa a Tupea, né en 1898 et décédé à une date inconnue, M. Tearohooa a Tupea, Jules Henry Auffray, M. Ruahaa a Poua dit Taiahu a Poua, né vers 1809 à Paea et décédé le 3 avril 1974 (1874), M. G. Snow, M. Mahinui Raka a Tekuravehe, Teriiteta o Manea, Mme Hana Teurua épouse Tiavaehaa, Mme Célestine Terauturi, née à Fetuna, Raiatea, en 1943, Mme Deasy Tutapu épouse Temarii Hahe, née à Fetuna, Raiatea, le 16 décembre 1943, M. Paul Tutapu, né à Ruutia, Tahaa, le 8 octobre 1949, Tutururai a Tautu, Rurahiri a Afai a Tiopa, Mataihau a Afai a Tiopa, Pairi a Afai a Tetiaura, Revatua a Pihauru a Paefaaio, Teroo Tuanapohe a Taupea, Mihi a Farerau, Teura Aline Paofai, M. Hutia Huruhuru, Mme Ariihee Aromaiterai épouse Tetutamaiti Teamo dite Opuu veuve, Tehe a Taatarii dit Tehe a Tetavi, Mme Louise Simon veuve Dubouch, Ori a Otare, la reine Pomare IV, Teva a Faatia a Popoti, Amatahiapo a Ariipeu, Tera a Faatia a Popoti, M. Théodore Bourgade, Haama dit Taurua a Mahuru, Maraehuria a Mahuru, les fctii de M. Tavaearai Tapuni dit aussi Tevaearai, Mme Teaha veuve, M. Teahurai a Hipo, Mme Tetuaitemarae a Hipo, Esther Teumere Tupu, Nelly Moetu Tupu, Liliane Georgina Tupu, Rosina Tupu, Olga Tupu, Sarah Tupu, Pessy Tupu, Tereroa a Faaita, Taruto a Teretina a Paremo, Huiarei a Teihoarii dit Huui a Teihoarii, Tetuanui a Naehu ou a Noho, Faniu Etienne Naehu, Tini a Tahiri, Faatupu a Tahiri, Nahoro a Tahiri, Mahuru a Tahiri, Tehuihui a Tahiri, Rua a Tahiri, Teauimaurirere a Taruia a Teheiura épouse de M. Emile Théodore Tetuahitiaa Fatino Juventin, décédée le 9 février 1965 à Papeete, Tehautohetia Cantantin (Constantin) Tiong-Kiu, Tepaparii a Niu et dame Faaitoa a Taau, lesquels sont invités à se faire connaître à la direction des affaires foncières (division de la recette-conservation des hypothèques) "Fare Haamanaraa" à Papeete, rue Dumont-d'Urville, immeuble Te Fenua.

Fait à Papeete, le 27 février 2009.

Le curateur aux successions
et biens vacants,
Louis PICARD.

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER POUR LA PERIODE DU 9 AU 10 FEVRIER 2009

COMMUNE DE ARUE

10 février 2009

N° 07-393-5 MAC.AU, Mme la gérante de la SCI Hinata, sur la parcelle cadastrée n° 432, section R (domaine Pipine), servitude Bernière, quartier Vaipoopoo, modification de deux (2) maisons d'habitation (régularisation).

COMMUNE DE FAA'A

10 février 2009

N° 05-1128-2 MAC.AU, M. Régis Preve et Mlle Pascale Robert, sur la parcelle cadastrée n° 604, section V (lot n° 74 du lotissement Mamaia 3), modification d'une maison d'habitation et clôture (régularisation) ;

N° 08-840-2 MAC.AU, Mlle Hélène Tina Mara, sur la parcelle cadastrée n° 648, section R (terre Faariataunu), construction d'une maison d'habitation ;

N° 09-31-1 MAC.AU, M. Vincent Yen Tchui Soi, sur la parcelle cadastrée n° 865, section R (lot C de la terre Amoahiaha), construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MAHINA

9 février 2009

N° 09-57-2 MAC.AU, M. Jean-Marc Poursin pour le compte de M. Bertrand Eugène Seiwert, sur les parcelles cadastrées n° 413 et n° 414, section T (domaine Brinckfield), construction d'une maison d'habitation (fare potee, deck, piscine et rampe d'accès).

10 février 2009

N° 07-1012-3 MAC.AU, M. Christian Chahaut, sur la parcelle cadastrée n° 294, section W 5 (lot n° 41 du lotissement Hitiraa Mahana), Mahinarama (près de M. Patrick Briere, modification d'une maison d'habitation (régularisation) ;

N° 09-17-1 MAC.AU, M. Jimmy Tokoragi et Mme Josiane Wong, sur la parcelle cadastrée n° 504, section S (lot n° 33 du lotissement Pereua), construction d'une maison d'habitation et clôture.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

9 février 2009

N° 08-1184-2 MAC.AU, M. Khalil Anastas, mandataire de la commune de Moorea-Maiao, sur la parcelle cadastrée n° 56, section EI, une partie de la terre Moturaa 2, sise à Paopao, construction d'un réfectoire et de la cuisine de l'école élémentaire de Paopao ;

N° 08-1215-1 MAC.AU, M. Raymond Tehuritaua, sur la parcelle cadastrée n° 45, section HO (lot n° 1 de la terre Haeaa-Tefarahei), à Haapiti, au PK 22,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

10 février 2009

N° 08-1131-2 MAC.AU, M. le directeur du port autonome de Papeete, sur la parcelle cadastrée n° 83, section CD (terre Tafaufau), sise à Teavaro, PK 4,900, côté montagne, terrassement ;

N° 08-1251-1 MAC.AU, M. Jean-Marie Baudet, mandataire de la SCI Beauclust, sur les parcelles cadastrées n° 22 et n° 23, section ET (parcelles n° 3 et n° 5 de la terre Paetaha), sise à Paopao, PK 3,800, côté montagne, construction d'un laboratoire d'analyses médicales ;

N° 08-1253-2 MAC.AU, M. Bertrand Portier, mandataire de la commune de Moorea-Maiao, sur la parcelle cadastrée n° 183, section PB (terre Faaroa 2 partie), sise à Papetoai, construction d'une cantine scolaire pour l'école primaire de Papetoai ;

N° 08-509-2 MAC.AU, M. et Mme Ronui et Murielle Rota, sur la parcelle cadastrée n° 58, section HN (lot 1 C de la terre Tevahafarau), sise à Haapiti, PK 22, côté mer, modification d'une maison d'habitation ;

N° 09-12-1 MAC.AU, Mlle Heidi Ivon, sur la parcelle cadastrée n° 18, section CH (2e partie, parcelle D de la terre

Paetou), sise à Teavaro, PK 3, côté montagne, construction d'une maison d'habitation et clôture.

COMMUNE DE PAPARA

9 février 2009

N° 08-1320-1 MAC.AU, M. Hervé Jean-Claude Maranui Rasselet, sur la parcelle cadastrée n° 112, section BH (ancien domaine de Atimaono de la propriété Hippolyte-Lehartel), PK 39,800, côté montagne, construction d'une annexe d'habitation ;

N° 08-1335-2 MAC.AU, M. Serge Mai, sur la parcelle cadastrée n° 39, section BD (lot 1 B du lot n° 1 du lot n° 11 de l'ancien domaine de Atimaono), PK 39,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

10 février 2009

N° 06-2031-2 MAC.AU, M. et Mme Carlos Holman, sur la parcelle cadastrée n° 172, section AR (lot 3 A de la terre Inapai), au PK 36,500, côté montagne, modification d'une maison d'habitation (régularisation) ;

N° 08-1104-3 MAC.AU, Mlle Marie-Christine Yamatay, sur la parcelle cadastrée n° 31, section AS (lot 6 A, parcelle B du domaine Amo, propriété Chin Foo), PK 36,200, côté montagne, modification d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE PIRAE

10 février 2009

N° 08-1174-1 MAC.AU, Mme le maire de la commune de Pirae, sur la parcelle cadastrée n° 100, section A (terre Tamaru), rue Afarerii, construction d'un local à poubelles.

COMMUNE DE PUNAAUIA

9 février 2009

N° 08-1374-1 MAC.AU, M. David Lacona, mandataire de la SCI Toline, sur la parcelle cadastrée n° 102, section AW (lot n° 179 du lotissement Miri), construction d'une maison d'habitation ;

N° 09-63-1 MAC.AU, M. et Mme Michel Leboucher, sur la parcelle cadastrée n° 4, section AB (parcelle C du surplus du lot n° 3 des lots n° 4 et n° 4 bis de la propriété Martial-Sage), PK 15, pointe des Pêcheurs, extension d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TEVA I UTA

9 février 2009

N° 08-1352-1 MAC.AU, M. Damas Mahai, sur la parcelle cadastrée n° 25, section AT (lot n° 7 des terres Tefautea-Teparepare 1-2), sise à Mataiea, PK 47,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE ANAA

10 février 2009

N° 07-348-2 MAC.AU.TG, Mme Maratino Paea Utahia, sur la parcelle cadastrée n° 26, section A 1 (terre Hereheretau-Tepitiga), sise à Faaite, construction d'une maison d'habitation (FDA) (prorogation).

COMMUNE DE HAO

9 février 2009

N° 08-680-2 MAC.AU.TG, M. le maire de la commune de Hao, sur la parcelle cadastrée n° 32, section AI (moitié de la terre Puhuki), construction de (2) deux logements de fonction (OPH).

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

SCI GREEN HOUSE MATIE

Avis de constitution

Par acte sous seing privé du 2 mars 2009 à Papeete, il a été constitué la société civile immobilière GREEN HOUSE MATIE, au capital de *cent mille un francs CFP* (100 001 F CFP), dont le siège social est au 483, boulevard Pomare, Polynésie française, avec pour objet l'acquisition de biens meubles ou immeubles, la gestion et l'administration desdits biens ainsi que de tous biens et droits immobiliers dont elle sera propriétaire, d'une durée de 99 ans à compter de la date de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete, et ayant pour gérants Hélène CLAIRE, née le 5 septembre 1966 à Pointe-à-Pitre, Guadeloupe, et Arcus USANG, né le 27 août 1968 à Papeete, Tahiti, tous deux demeurant au n° 483, boulevard Pomare, Tahiti, Polynésie française.

*Pour avis,
La gérance.*

SARL CAM-ELIXIR Société à responsabilité limitée au capital de 100 000 F CFP

**Siège social : Papeete, centre Vaima, lot n° 108
RCS Papeete : n° 04 140 B - N° TAHITI : 705400**

Par délibération en date du 28 février 2009, l'assemblée générale extraordinaire a décidé :

- d'augmenter le capital social de 4 257 000 F CFP par l'émission de 4 257 parts nouvelles de 1 000 F CFP chacune, par compensation avec le compte courant de l'associée Irène HERMANT ;
- de réduire le capital de 4 257 000 F CFP par la suppression des 4 257 parts nouvelles, afin d'apurer les pertes antérieures par compensation avec le report à nouveau débiteur.

En conséquence, les statuts restent inchangés.

INTELART Société en nom collectif au capital de 400 000 F CFP **Siège social : immeuble Mobil, Fare Ute, Papeete RCS : n° 6706 B - N° TAHITI : 447235**

L'assemblée générale ordinaire des associés en date du 3 mars 2009 décide la cessation d'activité totale et définitive de la société avec effet rétroactif au 31 décembre 2008.

RCS de Papeete.

Pour avis.

SELARL POLYAVOCATS

**dont le siège social est BP 40123 Fare Tony, Papeete
RC : n° 0877 B - N° TAHITI : 856906**

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 2 mars 2009 à Papeete, enregistré à Papeete le 3 mars 2009, folio n° 63, bordereau 1955/7, il a été pris acte de la démission de M. Dominique BOURION de ses fonctions de gérant.

Les formalités seront réalisées au registre du commerce et des sociétés ou la société de Papeete.

*Pour insertion,
La gérance.*

SCA ARAM

Additif

A l'annonce parue au JOPF n° 8 du 19 février 2009, page 903 :

"Mme Georgette TIAPARI se retire de son poste de gérante."

Le reste sans changement.

HAU REVA NUI Société civile immobilière au capital de 100 000 F CFP **Siège social : Vetea I, n° 4, Pirae, Polynésie française RC de Papeete : n° 08 104 C**

Par délibération en date du 19 décembre 2008, l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire a décidé d'augmenter le capital de 100 000 F CFP à 247 281 000 F CFP par création de parts nouvelles à souscrire et libérer en numéraire, puis de réduire le capital de 247 281 000 F CFP à 247 182 000 F CFP par remboursement de parts sociales.

Elle a constaté la réalisation définitive de la réduction et de l'augmentation de capital décidées par l'assemblée et apporté les modifications corrélatives aux articles 6 et 7 des statuts.

Art. 6. — Apports

Ancienne mention

A la constitution de la société, il a été apporté la somme de *cent mille francs CFP* (100 000 F CFP) par les associés fondateurs :

- M. Roger VANFAU, la somme de *quatre-vingt-dix-neuf mille francs CFP* (99 000 F CFP) ;
- la société SCI HAU REVA, la somme de *mille francs CFP* (1 000 F CFP), laquelle somme a été déposée sur un compte ouvert au nom de la société en formation dans les livres de la Banque SOCREDO.

Nouvelle mention

Il a été apporté au capital de la société :

- lors de sa constitution, en numéraire, la somme de : 100 000 F CFP
 - lors de l'assemblée générale en date du 19 décembre 2008 :
 - le capital social a été augmenté de la somme de : 247 181 000 F CFP
 - puis le capital social a été réduit de la somme de : - 99 000 F CFP
- Total composant le capital social : 247 182 000 F CFP

*Art. 7. — Capital**Ancienne mention*

Le capital social est fixé à la somme de *cent mille francs CFP* (100 000 F CFP). Il est divisé en cent (100) parts de *mille francs CFP* (1 000 F CFP) chacune, numérotées de 1 à 100 et attribuées aux associés en rémunération de leurs apports.

Nouvelle mention

Le capital social est désormais fixé à la somme de *deux cent quarante-sept millions cent quatre-vingt-deux mille francs CFP* (247 182 000 F CFP) divisé en deux cent quarante-sept mille cent quatre-vingt-deux (247 182) parts sociales de *mille francs CFP* (1 000 F CFP) chacune, numérotées de 1 à 247 182.

L'assemblée générale a en outre pourvu au remplacement du gérant, démissionnaire :

Ancienne mention

M. Roger VANFAU, demeurant à Vetea I, n° 4, Pirae, Polynésie française.

Nouvelle mention

SOCIETE PHALSBURG GESTION, société par actions simplifiée au capital de 1 945 000 euros, dont le siège social est situé à Asnières-Sur-Seine (Hauts-de-Seine), 99, quai du Docteur-Dervaux, immatriculée au RCS de Nanterre sous le n° 403 261 753, représentée par sa présidente la société STAR INVEST, société par actions simplifiée au capital de 209 000 euros dont le siège est à Asnières-Sur-Seine (Hauts-de-Seine), 99, quai du Docteur-Dervaux, immatriculée au RCS de Nanterre sous le n° 440 153 047, elle-même représentée par son président M. Laurent GHELFI.

Pour avis,
La gérance.

TEROMA

**Société civile immobilière
au capital de 100 000 F CFP**

**Siège social : Vetea I, n° 4, Pirae, Polynésie française
RC de Papeete : n° 08 104 C**

Par délibération en date du 27 novembre 2008, l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire a décidé d'augmenter le capital de 100 000 F CFP à 432 788 000 F CFP par création de parts nouvelles à souscrire et libérer en numéraire, puis de réduire le capital de 432 788 000 F CFP à 432 689 000 F CFP par remboursement de parts sociales.

Elle a constaté la réalisation définitive de la réduction et de l'augmentation de capital décidées par l'assemblée et apporté les modifications corrélatives aux articles 6 et 7 des statuts.

*Art. 6. — Apports**Ancienne mention*

A la constitution de la société, il a été apporté la somme de *cent mille francs CFP* (100 000 F CFP) par les associés fondateurs :

- M. Roger VANFAU, la somme de *quatre-vingt-dix-neuf mille francs CFP* (99 000 F CFP) ;
- la société SCI HAU REVA, la somme de *mille francs CFP* (1 000 F CFP), laquelle somme a été déposée sur un compte ouvert au nom de la société en formation dans les livres de la Banque SOCREDO.

Nouvelle mention

Il a été apporté au capital de la société :

- lors de sa constitution, en numéraire, la somme de : 100 000 F CFP
 - lors de l'assemblée générale en date du 27 novembre 2008 :
 - le capital social a été augmenté de la somme de : 432 688 000 F CFP
 - puis le capital social a été réduit de la somme de : - 99 000 F CFP
- Total composant le capital social : 432 689 000 F CFP

*Art. 7. — Capital**Ancienne mention*

Le capital social est fixé à la somme de *cent mille francs CFP* (100 000 F CFP). Il est divisé en cent (100) parts de *mille francs CFP* (1 000 F CFP) chacune, numérotées de 1 à 100 et attribuées aux associés en rémunération de leurs apports.

Nouvelle mention

Le capital social est désormais fixé à la somme de *quatre cent trente-deux millions six cent quatre-vingt-neuf mille francs CFP* (432 689 000 F CFP), divisé en quatre cent trente-deux mille six cent quatre-vingt-neuf (432 689) parts sociales de *mille francs CFP* (1 000 F CFP) chacune, numérotées de 1 à 432 689.

L'assemblée générale a en outre pourvu au remplacement du gérant, démissionnaire :

Ancienne mention

M. Roger VANFAU, demeurant à Vetea I, n° 4, Pirae, Polynésie française.

Nouvelle mention

SOCIETE PHALSBURG GESTION, société par actions simplifiée au capital de 1 945 000 euros, dont le siège social est situé à Asnières-Sur-Seine (Hauts-de-Seine), 99, quai du Docteur-Dervaux, immatriculée au RCS de Nanterre sous le n° 403 261 753, représentée par sa présidente la société STAR INVEST, société par actions simplifiée au capital de 209 000 euros dont le siège est à Asnières-Sur-Seine (Hauts-de-Seine), 99, quai du Docteur-Dervaux, immatriculée au RCS de Nanterre sous le n° 440 153 047, elle-même représentée par son président M. Laurent GHELFI.

Pour avis,
La gérance.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE MOREL & OUDET
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : 23, avenue du Prince-Hinoui, Papeete,
RC de Papeete : n° 07 93 B

Aux termes des décisions collectives en date du 28 décembre 2008 :

- la dénomination sociale de la société est devenue CABINET MOREL & OUDET ;
- le siège social a été transféré rue Emile-Martin, quartier du Commerce, à Papeete.

Corrélativement, l'avis précédemment publié relativement à la gérance, la dénomination sociale et au siège social, est ainsi modifié :

Siège social :

Ancienne mention

Le siège social est fixé au n° 23, avenue du Prince-Hinoui, à Papeete.

Nouvelle mention

Le siège social est fixé rue Emile-Martin, quartier du Commerce, à Papeete.

Dénomination sociale :

Ancienne mention :

La société a pour dénomination sociale : CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE MOREL & OUDET.

Nouvelle mention :

La société a pour dénomination sociale : CABINET MOREL & OUDET.

*Pour avis,
La gérance.*

**GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE
DE PAPEETE**

Vente de fonds de commerce

Aux termes d'un acte reçu par Me Julien CHAN, notaire associé à Punaauia, en date du 24 février 2009, enregistré à Papeete, le 26 février 2009, folio 62, bordereau 1924/6,

La société OFFICE ONE DEPOT, société par actions simplifiée, au capital de 5 000 000 F CFP, dont le siège social est à Faa'a (Tahiti, Polynésie française), rond-point Heiri, côté mer, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete, sous le numéro TPI 06 100 B et TAHITI, numéro 769760,

A vendu à :

La société PRINCE HINOI CENTER, société par actions simplifiée au capital de 21 565 000 F CFP, dont le siège social est à Papeete, Tahiti, Polynésie française, rond-point Heiri, côté mer, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete, sous le numéro 4311-B,

La branche d'activités "vente aux collectivités" de son fonds de commerce d'importation et de négoce, sis et exploité à Faa'a, Tahiti, Polynésie française, rond-point Heiri, pour laquelle la société cédante est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete, sous le numéro TPI 06 100 B,

Moyennant le prix de 25 685 000 F CFP.

Jouissance à compter rétroactivement du 1er janvier 2009.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, dans les dix jours de la dernière en date des publications légales à Punaauia, au siège de la SCP "Serge VILLET et Julien CHAN", où domicile a été élu à cet effet.

Pour dernière insertion,

Le greffier en chef
du tribunal mixte de commerce.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN, notaire
à la résidence de Papeete, île Tahiti**

INTERMAT

Société anonyme

au capital de 250 030 200 F CFP

Actions : 14 126

Siège social : Pirae, rue Paul-Bernière

RCS Papeete n° 73 14 B

N° TAHITI 038414

Il résulte des délibérations de l'assemblée générale mixte des actionnaires en date du 6 mars 2009, qui a modifié les dispositions statutaires relatives à la nomination d'un censeur, nommé M. Maurice BAUD en qualité de censeur, constaté la démission de ses fonctions d'administrateur de Mme Aloma RATTINASSAMY et nommé en qualité de nouvel administrateur M. Heinrich WASSONG, pour la durée restant à courir du mandat de l'administrateur démissionnaire, les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

Mention périmée

Censeur : néant

Administrateurs :

- M. François MARTINEZ-SOLA, demeurant à Arue, résidence Jay ;
- Mme Constance RATTINASSAMY, demeurant à Arue, résidence Jay ;
- Mme Aloma RATTINASSAMY, demeurant à Pirae, Vetea.

Mention nouvelle

Censeur : M. Maurice BAUD, domicilié BP 4552, 98713 Papeete.

Administrateurs :

- M. François MARTINEZ-SOLA, demeurant à Arue, résidence Jay ;
- Mme Constance RATTINASSAMY, demeurant à Arue, résidence Jay ;
- M. Heinrich WASSONG, demeurant à Pirae, Vetea.

Pour avis et mention,

Le conseil d'administration.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN, notaire
à la résidence de Papeete, île Tahiti**

**INTERROUTE
Société anonyme
au capital de 453 300 000 F CFP
Siège social : Punaauia, vallée de la Punaruu
RCS Papeete n° 76 97 B
N° TAHITI 049486**

Il résulte des délibérations de l'assemblée générale mixte des actionnaires en date du 6 mars 2009, qui a modifié les dispositions statutaires relatives à la nomination d'un censeur, nommé M. Maurice BAUD en qualité de censeur, constaté la démission de ses fonctions d'administrateur de Mme Aloma RATTINASSAMY et nommé en qualité de nouvel administrateur M. Heinrich WASSONG, pour la durée restant à courir du mandat de l'administrateur démissionnaire, les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

Mention périmée

Censeur : néant

Administrateurs :

- M. Mario NOUVEAU, demeurant à Arue, résidence Jay ;
- M. François MARTINEZ-SOLA, demeurant à Arue, résidence Jay ;
- Mme Aloma RATTINASSAMY, demeurant à Pirae, Vetea.

Mention nouvelle

Censeur : M. Maurice BAUD, domicilié BP 4552, 98713 Papeete.

Administrateurs :

- M. Mario NOUVEAU, demeurant à Arue, résidence Jay ;
- M. François MARTINEZ-SOLA, demeurant à Arue, résidence Jay ;
- M. Heinrich WASSONG, demeurant à Pirae, Vetea.

*Pour avis et mention,
Le conseil d'administration.*

ANNONCES DIVERSES

RESULTATS DE LA TOMBOLA DE LA COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE UI TAMA (Tirage effectué le 4 mars 2009)

1er lot : 2 voyages Papeete/Auckland/Papeete hors taxes..	4 622
2e lot : 1 collier de keishis	11 783
3e lot : 1 pouf.....	8 192
4e lot : 1 lot de 2 tabourets.....	16 332
5e lot : 1 lot de jeux éducatifs.....	1 952
6e lot : 1 four à micro-ondes.....	12 381
7e lot : 1 lot de plantes	15 980
8e lot : 1 voyage Papeete/Huahine/Papeete	5 544
9e lot : 1 lot de matériel de bureau.....	13 752
10e lot : 1 bon d'achat Délices de Paris.....	13 644
11e lot : 1 lot surprise	2 141
12e lot : 1 bon d'achat California.....	10 690
13e lot : 1 bon d'achat California.....	11 638
14e lot : 1 bon d'achat California.....	9 842
15e lot : 1 lot.....	14 768
16e lot : 1 lot surprise	13 187

ASSOCIATION TERE RU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 janvier 2009)

Président	: TETAUIRA Olivier
Vice-président	: KINDELBERGER Jean-Pierre
Secrétaire	: GENESLAY Sandrine
Secrétaire adjointe	: CARON Cécile
Trésorier	: RODEL Henri
Trésorier adjoint	: MESSAOUDI Eric

SOROPTIMIST INTERNATIONAL DE TAHITI DIT CLUB SOROPTIMIST POLYNESIEN

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 février 2009)

Présidente	: ANDRE Sylvie
Vice-présidentes	: JOQUEL Titaua LACOMBE Moeata
Secrétaire	: CARPENTIER-VIGNOLE Evelyne
Trésorière	: LICHON Patricia
Déléguées titulaires	: LICHTLE Yvette POMMIER Anne-Marie
Déléguées suppléantes	: PASTUREL Marthe BROTHERSON-BALDERANIS Christiane

ASSOCIATION TEMEEHU

Modification de statuts

Le siège social est fixé à Paea, PK 20, côté montagne, servitude Taputuarai.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 décembre 2008)

Présidente	: TAPUTUARAI Hendreane
Vice-président	: TEIHOARII Tommy
Secrétaire	: TETUANUI Heiana
Secrétaire adjoint	: TEIHOARII Mauri
Trésorière	: TEIHOARII Magareth
Trésorier adjoint	: PENI Job

ASSOCIATION ARTISANALE KALEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 février 2009)

Présidente	: TEMATAHOTOA Rosa
Secrétaire	: DELOUP Ludovic
Trésorier	: TEMATAHOTOA Abinera
Assesseeur	: TEMATAHOTOA Puaaito

ASSOCIATION TE PUA O FEANI

Rectificatif à l'annonce parue au JOPF n° 4 du 22 janvier 2009, page 436 :

Au lieu de : Président : SCALLAMERA Jean-François ;
Lire : Président : SCALLAMERA François.

ASSOCIATION TIARE TEA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(23 février 2009)

Présidente d'honneur : MATAIHAU Taraina
 Présidente : REVA Juliana
 Vice-président : WATANABE Michel
 Secrétaire : WATANABE Caroline
 Secrétaire adjointe : MARE Windolina
 Trésorière : TIHONI Dora
 Trésorière adjointe : MARE Makuana
 Assesseurs : TIORI Anthelme
 PUAHIO Tite
 REVA Adolphe

ASSOCIATION SPORTIVE HEELANI VA'A
anciennement dénommée
ASSOCIATION SPORTIVE HEELANI HOE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(31 janvier 2009)

Président d'honneur : TUMAHAI Ronald
 Président : TEIHOTU Isidore
 Vice-président : DEXTER Timi
 Secrétaire : VARNEY Heiarii
 Secrétaire adjoint : DOOM Gianni
 Trésorière : CHANGUY Anne-Marie

ASSOCIATION TEHEIANI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(16 janvier 2009)

Présidente : RICHMOND Vaehaaai
 Secrétaire : OTOMIMI Marianne
 Secrétaire adjointe : RICHMOND Juanita
 Trésorier : OTOMIMI Samuel
 Assesseurs : MOROT Grégory
 ANIHIA William

ASSOCIATION TAIARAPU SURF SKI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(18 février 2009)

Président : HUNTER Léopold
 Secrétaire : FAAITE Yvon
 Trésorier : MOANA Hauata

ASSOCIATION ARTISANALE TIARE HINANO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(21 février 2009)

Président d'honneur : TAAE Jules
 Présidente : TAAE Reitapu
 Vice-présidente : MANUEL Léonie
 Secrétaire : MANUEL Magali
 Secrétaire adjoint : MANUEL Teremoana
 Trésorière : TAAE Sylvie
 Trésorier adjoint : TAAE Alfred

ASSOCIATION FAAAHA-NUI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(8 février 2009)

Président : TAUTU Dominique
 Vice-présidents : TEIHOTAATA Isidor
 HOMAI Remi
 HIOE Luciano
 Secrétaire : RUPEA Ernestine
 Secrétaire adjoint : ARIITAI Tamati
 Trésorier : RUPEA Moetu
 Trésorière adjointe : ATGER Rimoe
 Assesseurs : TEUPOOHUITUA Daniel
 MAIARII Christian

ASSOCIATION DES DIABETIQUES ET OBESES
DE POLYNESIE FRANÇAISE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(12 février 2009)

Présidente : PUA Lydie
 Vice-présidente : BOISSIN Jean-Louis
 Secrétaire : MECHHOURE Mehdi
 Secrétaire adjointe : TEENA Elisa
 Trésorière : LEOU Jeanette
 Trésorière : DESCOLLONGES Dominique

ASSOCIATION SPORTIVE TE AVA RUA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(13 février 2009)

Présidents d'honneur : CHANE Farine
 FAATEREHIA Claude
 Président : TE PING Marc
 Vice-présidents : TERIINOHO Ekana
 BOULEAU Irwing
 Secrétaire : TERIITETOOFA Rosalie
 Secrétaire adjointe : TE PING Terani
 Trésorier : LIAUT Philippe
 Trésorière adjointe : LIAUT Caroline

ASSOCIATION TAHITI SKY DIVE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(6 janvier 2009)

Président : LEMONNIER Yves
 Vice-présidente : TEIEFITU Jean-Jacques
 Secrétaire : BONNET Raymond
 Secrétaire adjoint : JAVIER Christian
 Trésorier : MONCOMBLE Eric
 Trésorière adjointe : CHATEAU Lauren

ASSOCIATION TAMARII TEAUNA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(9 février 2009)

Présidente : TEARAIMOANA Tamara
 Vice-présidente : TAVAE Imelda
 Secrétaire : LY Poerani
 Secrétaire adjointe : TEARAIMOANA Claudine
 Trésorière : TAURUA Tetua
 Trésorier adjoint : TAHUTINI Heimana

ASSOCIATION UI API TUAIVA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(25 janvier 2009)

Présidente	: VARUATUA Manuel
Vice-présidente	: FLORES Remy
Secrétaire	: MAHAA Samuel
Secrétaire adjointe	: TEATAOTERANI Maurille
Trésorier	: TEHAHE César
Trésorier adjoint	: VARUATUA Euloge

**ASSOCIATION DU GROUPE UNION
POUR LE DEVELOPPEMENT, LA STABILITE ET LA PAIX
OU UDSP****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(18 février 2009)

Présidente	: TAHIATA Chantal
Vice-présidente	: CROSS Valentina
Secrétaire	: NAIA-TERIIPAIA Amaronn
Secrétaire adjointe	: TUIHO-BUILLARD Catherine
Trésorière	: TAMA Miriama
Trésorière adjointe	: BOPP DU PONT Tamara

ASSOCIATION SPORTIVE JEUNESSE GARUMAOA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(14 février 2009)

Président d'honneur	: TETOKA Philippe
Président	: FLORES Maurice
Vice-président	: LEVY Jean-Marc
Secrétaire	: TOKORANGI Irène
Trésorier	: RUATERORO Enrico
Trésorier adjoint	: TAHUTINI Rodolphe

**ASSOCIATION FAMILIALE DES HERITIERS
DE TERIITAUMIHAI I TE PATU ROA A TEIVA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(22 février 2009)

Président	: TUAHU Alexis
Vice-président	: TAIMANA Frédo
Secrétaire	: MOU FAT Rosina
Secrétaire adjointe	: TCHONG TAM Rosalie
Trésorière	: SOMMERS-TEIVA Anna
Trésorière adjointe	: YOUNGPIN Hortense

**ASSOCIATION DE FORMATION D'ACTION
ET DE RECHERCHE EN POLYNESIE - AFAREP****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(30 janvier 2009)

Président	: HUGUES Albert
Vice-présidente	: REDOUTE Tepora
Secrétaire	: SIN CHAN Ernest
Trésorière	: YAO THAM SAO Elisa
Assesseeurs	: HOPUU Edmée
	: HAFFNER Didier

FEDERATION TE HIHI RAU O TE RA*Erratum*

A l'annonce parue au JOPF n° 9 du 26 février 2009,
page 953 :

Au lieu de : ASSOCIATION TE HIHI RAU O TE RA ;
Lire : FEDERATION TE HIHI RAU O TE RA.

Le reste sans changement.

**ASSOCIATION FAMILIALE DES HERITIERS DE M. HUTITI
A TAUTU ET DE MME FANAUTUA A TUAHINE DES PEHO-
FEI DE LA VALLEE TEAHATEA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(7 février 2009)

Présidentes d'honneur	: TEREMATE Marie-Louise
	: DEVATINE Flora
	: BOOSIE Virgine
Président	: TAAVIRI Ralph
Vice-président	: SCHOLERMANN Jean-Pierre
Secrétaire	: WONG PO Turia
Secrétaire adjointe	: DUBIEF Justine
Trésorier	: TAUTU Hutiti
Trésorier adjoint	: COULLOMBE Guy

ASSOCIATION A PARURU I TE FAA NO VAIHA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(14 février 2009)

Présidents d'honneur	: AMARU Tihoni
	: MAITUI Tevaruatautua
Président	: AMARU Arthur
Vice-présidents	: GRAFFE Eric
	: MAONI Maxime
Secrétaire	: MAIAU Monovai
Secrétaire adjointe	: TAUMIHAI Glorinda
Trésorière	: FAAAVE Magdalena
Trésorière adjointe	: FAUA Lucie
Assesseeurs	: AMARU Mireille
	: AMARU Marie-Louise
	: FAAAVE Etienne
	: BEA Ernestine
	: BEA Léon
	: AMARU Ferdinand
	: TUREA Tonio
	: MAITUI Raita
	: AMARU Dominique
	: FARERAU Maire
	: FLORES Alexandre

ASSOCIATION ARTISANALE VAHINE FARAHEGA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(13 janvier 2009)

Présidente	: METUA Tiare
Vice-présidente	: TAHAURI Kuraigo
Secrétaire	: TARIU Nora
Trésorière	: JAMET Jenny
Assesseeur	: METUA Teiho

FEDERATION POLYNESIENNE DE PETANQUE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(17 février 2009)

Président : DEGAGE Joël
 Vice-présidents : AFO Wilfred
 : ROURA David
 Secrétaire : VONGUE Richard
 Secrétaire adjoint : AMARU Richard
 Trésorier : ASEN François
 Trésorière adjointe : TARAHU Rosalie
 Assesseurs : ESTALL Ronald
 : HIKUTINI Jean-Pierre
 : HUUKENA Damien
 : TAINAUE Emile
 : TERITEHAU Joël
 : TETUANUI Giovanni

ASSOCIATION ARTISANALE TE PUA NUI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(13 janvier 2009)

Présidente : TAURU Marguerite
 Secrétaire : TAURU Brisca
 Trésorier : TAURU Elie

ASSOCIATION FETUNA VA'A AND SURFSKI
anciennement dénommée
ASSOCIATION FETUNA VA'A**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(4 février 2009)

Président : MOU KAM TSE Petero
 Vice-présidente : MOU KAM TSE Camille
 Secrétaire : LANGOMAZINO Vaihere
 Secrétaire adjointe : TANOVA Valérie
 Trésorière : MOU KAM TSE Rava
 Trésorier adjoint : RAAPOTO Gérard

DISTRICT DE VA'A DE RAIATEA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(30 janvier 2009)

Présidente : HAIT Doris
 Vice-présidents : ROOPINIA Viviane
 : TEPA Jean-Luc
 : TAEA Albert
 Secrétaire : NEUFFER Joséphine
 Trésorier : PEA Tutehau
 Trésorière adjointe : MAMA Marceline

ASSOCIATION CANTINE SCOLAIRE DE VAIRAO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(11 février 2009)

Présidente : MAITERE Hinano
 Vice-présidente : HOATA Fabiola
 Secrétaire : FAAITE André
 Secrétaire adjointe : FAAITE Esther
 Trésorière : TEVAEARAI Henriette
 Trésorier adjoint : TEVAEARAI Joël
 Commissaires aux comptes : FAAITE Christel
 : PORUTU Tehina

**AMICALE DES SAPEURS-POMPIERS DE ATUONA,
HIVA OA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(5 janvier 2009)

Président : SAI-NE Johnny
 Secrétaire : BONNO Marc
 Trésorier : SCALLAMERA Robert

ASSOCIATION TUTERAI NUI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(11 décembre 2008)

Présidentes d'honneur : BREAUD Anatila
 : NENA Juliette
 Présidente : DURAND Elisabeth
 Vice-présidente : SIU Neyen
 Secrétaire : SPITZ Rosita
 Secrétaire adjointe : DUBOIS Viviane
 Trésorière : ATAI PARAU Teriitemana
 Trésorière adjointe : CABRAL Mercédès

ASSOCIATION KIMIORA DE TAUTIRA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(1er février 2009)

Président : FIRUU César
 Vice-président : TARAUFU Eric
 Secrétaire : TAURI Arthur
 Secrétaire adjointe : TARAUFU Karila
 Trésorière : TARAUFU Rai
 Trésorière adjointe : FIRUU Kaliani

ASSOCIATION TE PUAHI NUI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(1er décembre 2008)

Président : HUTAOUOHO Alphonse
 Vice-présidents : BARSINAS Jean-Baptiste
 : BARSINAS François
 Secrétaire : BARSINAS Raina
 Secrétaire adjointe : TAUPOTINI Yvonne
 Trésorière : BARSINAS Christiane
 Trésorier adjoint : BARSINAS Auguste

**COMITE DES BANQUES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE
DE LA FEDERATION BANCAIRE FRANÇAISE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(12 janvier 2009)

Président et secrétaire : ESTALL James
 Vice-président : TEPELIAN Patrice
 Trésorier : COIN Frédéric

CLUB 89 DE POLYNESIE FRANÇAISE*Dissolution*

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 18 décembre 2009, il a été décidé de dissoudre l'association à l'unanimité.

ASSOCIATION FAMILIALE IMIRAU DE TOAHOTU
anciennement dénommée
ASSOCIATION IMIRAU

Modification de statuts

L'association a aussi pour but de recueillir tous les documents concernant le domaine foncier de la famille, de développer le charbon et l'horticulture, de défendre et de protéger les biens familiaux.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 février 2009)

Président d'honneur	: TEURAVEHE Tau
Présidente	: TEURAVEHE Léa
Vice-président	: LAMATA Soane
Secrétaire	: HAOATAI Rose
Secrétaire adjointe	: PUNIAVA Juliette
Trésorière	: TEURAVEHE Doris
Trésorier adjoint	: MATEHA Alphonse
Commissaire aux comptes	: TERIITAOHIA Samantha
Assesseur	: TEURAVEHE Gilles

SYNDICAT DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES
REEDUCATEURS DE POLYNESIE FRANÇAISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 mars 2009)

Secrétaire	: CALAMEL Julien
Secrétaire adjoint	: MARSAX Charles
Trésorière	: CANCE Sandrine
Trésorière adjointe	: BAUVESIT Marie
Archiviste	: BERRY Philippe
Archiviste adjoint	: TOUSSAINT Nicolas

ASSOCIATION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM
DOCUMENTAIRE OCEANIE - AFIFO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 février 2009)

Président	: KOTRA Wallès
Vice-présidents	: MAAMAATUAIAHUTAPU Heremoana KOPS Michel
Secrétaires	: DE CHAZEUX Michèle GIRAUD Vaiana
Trésorière	: LICHON Patricia

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE
PRIMAIRE PUBLIQUE ET LAIQUE DE NUUTAFARATEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 janvier 2009)

Président	: KERMARREC André
Vice-président	: GUERIN Philippe
Secrétaire	: BERNADINO Namoeata
Secrétaire adjointe	: ASSEMAT Laetitia
Trésorière	: COLOMBANI Mariella
Trésorière adjointe	: POROI Inès
Commissaires aux comptes	: TEPA Augustine POROI Naomi

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE
HUITAMA DE TAUTIRA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 janvier 2009)

Présidente	: PAEPAETAATA Marie-Louise
Vice-présidente	: MARERE Poerava
Secrétaire	: LUCAS Jhoane
Secrétaire adjointe	: PECKETT Loreina
Trésorière	: PECKETT Lydie
Trésorier adjoint	: CHOUNE Noël
Commissaires aux comptes	: FROGIER Rava OHOTUA Régina

ASSOCIATION HOTU SHAPE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 février 2009)

Présidente	: CHONG Mimosa
Vice-président	: ATGER Willy
Secrétaire	: FONTAINE Vaiani
Secrétaire adjoint	: FAAIO Reiarri
Trésorier	: AUMERAN Vatea
Trésorier adjoint	: JAMET Ariimihi

ASSOCIATION A TURU IANA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(31 janvier 2009)

Président d'honneur	: SPIES Marthe
Président	: MAUEAU Marc
Vice-président	: TAEREA Siméon
Secrétaire	: BONNO Sylviane
Secrétaire adjointe	: POROI Patricia
Trésorière	: TEROROTUA Maïte
Trésorière adjointe	: MAUEAU Hortense

COOPERATIVE RURUTU TU NOA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 septembre 2008)

Président	: TEINAURI Apimeleta
Vice-président	: VAEA Tubala
Secrétaire	: MAROANUI Doumer
Secrétaires adjointes	: RIVETA Nuupure TAVITA Annie
Trésorier	: CHUNG Gaston
Trésoriers adjoints	: TEINAURI Tooa UURA Patricia

MOUVEMENT JEUNESSE SPORTIVE HIPU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 février 2009)

Président	: AURAA Teaveura
Vice-président	: MAHUTA Max
Secrétaire	: LENOBLRE/ZINGUERLET Rachel
Secrétaire adjointe	: TETUANUI Flora
Trésorière	: TEMAURI Eloïse
Trésorier adjoint	: ZINGUERLET Moïse

ASSOCIATION TAMARII TEPUA*Erratum*

La présente annonce remplace celle parue au JOPF n° 9 du 26 février 2009 à la page 949.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: TETUA Raoul
Vice-président	: HUGUES André
Secrétaire	: TERIINOHO Ekana
Secrétaire adjoint	: REHIA Maxime
Trésorière	: HUIOTU Marie-Noël
Trésorière adjointe	: TAPARE Vaiata

ASSOCIATION ARTISANALE HEREHAU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(19 février 2009)

Présidente	: FATUPUA Rahera
Secrétaire	: FATUPUA Caline
Secrétaire adjointe	: FAATAU Marie
Trésorier	: FATUPUA Raphaël
Trésorière adjointe	: FARAHEI Térिता

**ASSOCIATION MISSIONNAIRE
DE NOTRE-DAME-DES-ANGES****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(17 février 2009)

Présidente	: CHAMPOUX Huguette
Vice-présidente	: LACROIX Hermine
Secrétaire	: ROSA Jeannine
Trésorière	: CHUNGUE Marie-Christine
Membres	: LEFEBVRE Rolande PARADIS Marthe

**FEDERATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE FRANCE -
UNION TERRITORIALE DE POLYNESIE FRANÇAISE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(13 février 2009)

Président	: CAILLET Francis
Vice-présidente	: OPUU Linda
Secrétaire	: TUIRA Vania
Secrétaire adjoint	: NAHEI Georges
Trésorier	: TANEPAU Justin
Trésorier adjoint	: PITA Nati
Directrice des services	: TEARIKI Sylvie

**ASSOCIATION SPORTIVE TAVAKA VOLLEY-BALL
DE HOHOI***(Récépissé n° 636 DRCL du 9 mars 2009)*

Extraits de statuts

Il a été fondé le 26 février 2009 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION SPORTIVE TAVAKA VOLLEY-BALL DE HOHOI.

Elle a pour but de promouvoir le volley-ball (féminin et masculin) et de subvenir aux besoins des volleyeurs afin de favoriser leur épanouissement physique et moral.

Son siège social est fixé à Hohoi.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: AH-LO François
Secrétaire	: GILMORE Vanessa
Trésorier	: AH-LO Urio

ASSOCIATION ARTISANALE TEHARURU CREATIONS*(Récépissé n° 5239 DRCL du 4 mars 2009)*

Extraits de statuts

Il a été créé le 11 février 2009 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION TEHARURU CREATIONS.

Elle a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Afaahiti :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Afaahiti, PK 5,800, côté montagne, lotissement Vaiana, lot n° 3.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: MATAI Maïte
Secrétaire	: RAVATUA Gary
Trésorière	: PANNEKOUCKE Peggy

ASSOCIATION TUPULAGA NO TE HAU*(Récépissé n° 5201 DRCL du 26 février 2009)*

Extraits de statuts

Il a été créé le 15 février 2009 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION TUPULAGA NO TE HAU.

Elle a pour but :

- de promouvoir une société polynésienne plus harmonieuse, dans le respect et la compréhension des cultures propres à chaque communauté ;

- d'œuvrer pour l'harmonie, le bien-être et l'autonomie des personnes, dans le respect et la valorisation de l'environnement naturel ;
- de mettre en place ou de soutenir tout projet ou action de prévention, de développement ou de promotion individuel ou collectif dans les domaines éducatif, professionnel, culturel, écologique, sportif, artistique, artisanal, social ou spirituel ;
- de resserrer les liens entre les membres de l'association au travers d'activités récréatives ou d'actions de solidarité ;
- d'encourager les regroupements et les échanges de partenariat avec d'autres associations ou organismes ayant des objectifs similaires ou complémentaires.

Son siège social est fixé à Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: RAUREA Patrick
Vice-présidents	: LAOUVEA Keleto TOKOTUU Apitone
Secrétaire	: KAFIKAILA Jeanne-d'Arc
Secrétaire adjointe	: FEHIA Malia
Trésorier	: KAFIKAILA Soane
Trésorière adjointe	: MAMAE Mathilda

TAATIRAA O TE MAU FATU FENUA NO TE FAA O PAPEIHA VAIHA FAAONE HITIA'A

(Récépissé n° 5248 DRCL du 6 mars 2009)

Extraits de statuts

Il a été créé le 24 janvier 2009 entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée TAATIRAA O TE MAU FATU FENUA NO TE FAA O PAPEIHA - VAIHA FAAONE HITIA'A.

Elle a pour but :

- la protection et la sécurisation des terres ;
- la protection des animaux (périodique) ;
- la protection de la faune et la flore ;
- la protection du patrimoine culturel ;
- l'insertion des jeunes ;
- lier des liens de solidarité et amicaux entre les propriétaires ;
- lier et échanger des liens avec diverses associations.

Son siège social est fixé à la mairie de Faaone, PK 46,800, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: AMARU Williams
Secrétaire	: PITTMAN Dany
Secrétaire adjointe	: MANEA Pauline
Trésorier	: HIRA Christian
Trésorier adjoint	: AFAI Christophe

DISTRICT DE VOLLEY-BALL DE TAHAA NUI

(Récépissé n° 41 SAISLV du 12 février 2009)

Extraits de statuts

Il est fondé le 31 janvier 2009 une association dénommée DISTRICT DE VOLLEY-BALL DE TAHAA NUI.

Il a pour but :

- d'organiser, de développer et de contrôler la pratique du volley-ball ;
- de créer des liens culturels, administratifs et moraux entre lui-même et ses associations ;
- d'entretenir tous rapports avec :
 - la Fédération tahitienne de volley-ball ;
 - et tous autres groupements affiliés ou reconnus par cette dernière et avec les pouvoirs publics.

Son siège social est fixé à Patio, Tahaa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MANEA Alfred
Vice-président	: TAHA Adrien
Secrétaire	: TAHA Heipua
Secrétaire adjoint	: MATA Rony
Trésorière	: TEAHUI Gloria
Trésorière adjointe	: TETUANUI Tahia

ASSOCIATION CHARTE SOCIALE DU GPM PAPEETE

(Récépissé n° 5055 DRCL du 25 février 2009)

Extraits de statuts

Il est fondé le 4 décembre 2008 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée CHARTE SOCIALE DU GPM PAPEETE.

Elle a pour but de maintenir au sein de l'unité d'appartenance, un lien entre les personnels et les familles. Elle permet, au travers de prestations définies, de participer aux événements professionnels et familiaux auxquels peuvent être confrontés les adhérents.

Son siège social est fixé à la caserne Prat, vallée de Sainte-Amélie.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: PICARD Jérôme
Président	: JABLY Gregory
Vice-président	: LEJAILLE Patrick
Secrétaire	: FAUGERON Jean-Philippe
Trésorier	: SUROWY Jean-Sébastien

ASSOCIATION TEAM HIVAROA VA'A

(Récépissé n° 33 TG du 2 mars 2009)

Extraits de statuts

Il a été créé le 14 février 2009 une association déclarée conformément à la loi du 1er juillet 1901 dénommée TEAM HIVAROA VA'A.

Un extrait des présents statuts sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et à la direction de la réglementation, du contrôle et de la législation.

Elle a pour but d'organiser et de favoriser des sports et des exercices physiques ainsi que le maintien des traditions et arts populaires du folklore polynésien.

Elle peut étendre son action dans des domaines autres que le sport (éducation populaire, éducation artistique, etc.) décidés par le comité directeur.

L'association s'interdit toute discussion et manifestation présentant un caractère politique ou religieux.

Son siège social est fixé à Manihi, Tuamotu.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	MATAOA Jeannot
Président	:	MATAOA Enrico
Vice-présidents	:	MILLION John TAMATA Jean-Paul
Secrétaire	:	HOGA Poema
Secrétaire adjointe	:	TIHONI Gwendoline
Trésorière	:	TEFANA Véronique
Trésorière adjointe	:	MATAOA Angèle
Assesneurs	:	MATAOA Gilles NOHOTEMOREA Tupuna

ASSOCIATION TO TATOU A'IA O MAEVA

(Récépissé n° 32 SAISLV du 6 février 2009)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TO TATOU A'IA O MAEVA a été créée le 7 décembre 2008 conformément aux dispositions de la loi de 1901.

Elle a pour but :

- d'organiser et de favoriser l'aide aux activités culturelles et artistiques, la pêche et le nettoyage des sites archéologiques (les marae, les parcs à poissons, les lacs...);
- la pratique de tous les sports ;
- de tisser entre tous les membres des liens d'amitié et de bonne camaraderie ;
- l'organisation de manifestations ayant pour finalité de soutenir et de promouvoir les activités telles que la vente de plats, les journées corporatives, les soirées de gala, les ventes de buvettes et les journées portes ouvertes.

Son siège social est fixé à Maeva, île de Huahine.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	LISAN Marcelin
Président	:	ITCHNER Christian
Vice-président	:	TEAVAE Martel
Secrétaire	:	TEIHO Ariimihi
Secrétaire adjointe	:	TETUAIRIA Nathalie
Trésorier	:	NIVEZ Louis
Trésorière adjointe	:	TEHAAMANA Clothilde

ASSOCIATION TE TI'AHAPA NO FAIERE

(Récépissé n° 5220 DRCL du 2 mars 2009)

Extraits de statuts

Il est fondé le 2 février 2009 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée TE TI'AHAPA NO FAIERE.

Elle a pour but :

- de rassembler des personnes de tout âge, origine et tout milieu social, ethnique et religieux pour la célébration publique du culte ;
- de rassembler et faciliter les échanges entre générations ;
- d'organiser et encourager aux rassemblements de jeunes ;
- d'organiser et animer divers ateliers tels que la couture, la cuisine, la percussion, l'horticulture, etc. ;
- de resserrer des liens de fraternité en organisant des journées récréatives ou des déplacements interîles ou hors territoire ;
- d'organiser toute activité juridique, financière, médiatique, mobilière ou immobilière se rattachant directement ou indirectement à l'objet défini ci-dessus.

Son siège social est fixé à Faa'a.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	HATITIO Mata
Vice-président	:	TENGARIPA Joseph
Secrétaire	:	TENGARIPA Tania
Trésorier	:	LAILLE Alexis

ASSOCIATION FAMILIALE TAINUAAU DE RURUTU

(Récépissé n° 17 AUST du 23 février 2009)

Extraits de statuts

Il est fondé le 2 janvier 2009, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 9 août 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE TAINUAAU DE RURUTU.

Elle a pour but l'agriculture, l'artisanat, l'élevage, l'horticulture, la couture, le tourisme, la vente de plats et de produits faits maison ainsi que de former les jeunes et de les faire participer aux aspirations de la Polynésie française et à l'étranger, et la sculpture.

Son siège social est fixé à Avera, Rurutu.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	DEGAGE Mereaine
Secrétaire	:	PITO Lillienne
Trésorier	:	IOANE Thierry

ASSOCIATION NUKU HIVA FORCE ATHLETIQUE

(Récépissé n° 556 DRCL du 23 février 2009)

Extraits de statuts

Il est fondé le 21 février 2009, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée NUKU HIVA FORCE ATHLETIQUE.

Elle a pour but le développement de la force athlétique, l'haltérophilie, le culturisme, le fitness, la gym et la danse en tout genre ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à Taiohae, Nuku Hiva.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEREUA Milton
Vice-présidents	: HIKUTINI Rodrigue TETOHU Jean
Secrétaire	: HAITI Mélina
Trésorier	: TAPATI Mika

MAEVA BRIDGE CLUB

(Récépissé n° 5216 DRCL du 2 mars 2009)

Régularisation

Extraits de statuts

Il a été constitué le 6 novembre 1985 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 8 août 1901 dénommée BRIDGE-CLUB DE MOOREA et qui, depuis le 23 avril 2005, est devenue MAEVA BRIDGE CLUB.

Il a pour but de développer le goût et la pratique du bridge. Il s'interdit toute discussion présentant un caractère politique ou confessionnel.

Son siège social était fixé à l'hôtel Ibis Kaveka Village, à Paopao, et est maintenant situé à Papeete, immeuble de l'Université, rue Cook, BP 44155 Fare Tony, 98712 Papeete.

Sa durée est illimitée.

ASSOCIATION TE ORA - MAIRIE DE TEAHUPOO

(Récépissé n° 5200 DRCL du 26 février 2009)

Extraits de statuts

Il est fondé le 1er décembre 2008 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents dénommée ASSOCIATION TE ORA - MAIRIE DE TEAHUPOO.

Elle a pour but :

- de développer des activités sportives en faveur des jeunes ;
- la réalisation de toute action ou tout projet pouvant servir les intérêts de ses membres ;
- de défendre les intérêts des membres ;
- d'organiser des sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres et les autres associations ;
- de créer des manifestations à but lucratif afin de subvenir aux besoins de l'association ;
- d'organiser des journées corporatives, des soirées de gala, bal, cinéma, etc. ;
- d'organiser des voyages interîles et à l'étranger, des sorties éducatives et instructives ;
- de réaliser l'arbre de Noël.

Son siège social est fixé à la mairie de Teahupoo.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: FAATAU Albert
Vice-président	: FAATIAU Upa
Secrétaire	: VOIRIN Maggie
Secrétaire adjointe	: ROCHETTE Marina
Trésorière	: FAOA Paloma
Trésorière adjointe	: LABASTE Rose

ASSOCIATION LA GENERATION DE DEMAIN

(Récépissé n° 5221 DRCL du 2 mars 2009)

Extraits de statuts

Il est fondé le 1er février 2009 l'ASSOCIATION LA GENERATION DE DEMAIN régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour but de perpétuer la culture polynésienne en aidant les jeunes à mieux la connaître et à la développer et de les orienter dans leurs démarches pour la recherche d'un emploi.

Son siège social est fixé chez M. Alma Temaiana, Papeari, PK 52,100, côté mer, commune de Teva I Uta.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEMAIANA Alma
Vice-président	: CHAPMAN Bruno (père)
Secrétaire	: ALVAREZ Kahaia
Secrétaire adjointe	: DOUCET Vienna
Trésorière	: AUTI Lynette
Trésorière adjointe	: CHAPMAN Rhona
Commissaires aux comptes	: DOUCET Terai DOUCET Haumata

ASSOCIATION FAMILIALE UFENE

(Récépissé n° 5247 DRCL du 6 mars 2009)

Extraits de statuts

Il est fondé le 11 février 2009, entre les adhérents aux présents statuts, une association familiale régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée UFENE.

Elle a pour but la gestion des affaires de terre et d'organiser des rencontres corporatives, des bals, des tombolas, des fêtes, etc.

Son siège social est fixé à Papetoi, au PK 22,500, côté montagne, chez le président d'honneur M. Cabel Amaru. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration, la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: AMARU Cabel
Président	: AMARU Colombel
Vice-présidente	: AMARU Roberta
Secrétaire	: AMARU Angéla
Secrétaire adjointe	: AMARU Graziella
Trésorière	: AMARU Frida
Trésorière adjointe	: AMARU Sylvie
Commissaire aux comptes	: AMARU Ravellino
Assesseur	: AGNIE Lavalette

ASSOCIATION IHITAI VOILE POLYNESIE
(Récépissé n° 49 SAISLV du 16 février 2009)

Extraits de statuts

Il est créé le 12 décembre 2008, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée IHITAI VOILE POLYNESIE.

Elle a pour but de représenter les équipages professionnels, d'organiser des manifestations nautiques, d'informer la population sur les métiers de la mer et d'organiser des formations maritimes dans les îles.

Son siège social est fixé au PK 0,500, Vaitaporo, Uturoa, Raiatea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: CROATTO Bruno
Vice-président	: ARIITU Turo
Secrétaire	: BLANCHON Christophe
Trésorier	: SUTARIK Jean-Paul

ASSOCIATION TERUAVAI RIMA'I
(Récépissé n° 5222 DRCL du 3 mars 2009)

Extraits de statuts

Il est constitué le 31 janvier 2009 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée TERUAVAI RIMA'I.

Elle a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Punaauia :

- en participant aux manifestations artisanales et culturelles en Polynésie française et à l'étranger ;
- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Faa'a.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: PITA Isabelle
Vice-présidente	: PITA Marguerite
Secrétaire	: PITA Tereata
Secrétaire adjointe	: PITA Raina
Trésorière	: MAARO Herenui
Trésorière adjointe	: CHUNG Yolande
Assesseur	: ATAPO Violette

FEDERATION ARTISANALE TE FETIA O TEFAUROA
(Récépissé n° 5265 DRCL du 9 mars 2009)

Extraits de statuts

Il est constitué le 17 février 2009 une fédération artisanale regroupant plusieurs associations d'artisans de Mahina régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée TE FETIA O TEFAUROA.

Elle a pour but d'assurer la promotion et la sauvegarde de l'artisanat dont elle favorise la recherche, la production et la commercialisation :

- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel et local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en promouvant toutes initiatives en faveur des jeunes artisans en particulier, au niveau de l'école par des expositions et de concours ;
- en conseillant et en créant de nouvelles associations ;
- en venant en aide aux membres.

Son siège social est fixé à Mahina, pointe Vénus, centre artisanal Tefauroa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: MANEA Henriette
Présidente	: EBB Mireille
Vice-président	: VALENTIN Rereao
Secrétaire	: LAMBERT Félicie
Secrétaire adjointe	: FATUPUA Rahera
Trésorier	: TAVIRAI Jacques
Trésorier adjoint	: TAIAAPU Raiarii
Commissaire aux comptes	: TAIAAPU Raphaël
Assesseur	: TEURUARI Miriama

ASSOCIATION LEGEONA
(Récépissé n° 5238 DRCL du 4 mars 2009)

Extraits de statuts

Il est fondé le 15 décembre 2008 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée LEGEONA.

Elle a pour but de pratiquer et de promouvoir le football américain.

Son siège social est fixé à Puurai, lot n° 493, Faa'a.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TERUPE Heimoana
Vice-président	:	GOUBREY Taianui
Secrétaire	:	TEISSIER Elodie
Trésorier	:	PORLIER Terupe

ASSOCIATION DES DJEUNES DE MAHAREPA

(Récépissé n° 5264 DRCL du 9 mars 2009)

Extraits de statuts

Il est fondé le 18 février 2009 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION DES DJEUNES DE MAHAREPA.

Elle a pour but de rassembler tous les jeunes et toutes les personnes qui voudront œuvrer dans le sens de l'épanouissement des jeunes dans leur environnement social, culturel et sportif, par la prévention de la délinquance (alcool et drogue) mais aussi dans l'accompagnement de recherche d'emploi ou de réinsertion sociale.

Les moyens d'action sont toutes manifestations permettant d'obtenir les ressources autorisées par les textes réglementaires.

Son siège social est fixé à la paroisse de Maharepa, PK 5.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	AMARU Yvette
Vice-président	:	TEAMO Rainui
Secrétaire	:	TEROOATEA Tepoe
Secrétaire adjointe	:	TIAIHAU Teipo
Trésorière	:	VAHAPATA Maire
Trésorier adjoint	:	TAVAITAI Yohan

ASSOCIATION VAHIHARARA DE PECHE DE FILET LAGONAIRE

(Récépissé n° 5191 DRCL du 25 février 2009)

Extraits de statuts

Il est fondé le 5 décembre 2008 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION VAHIHARARA DE PECHE DE FILET LAGONAIRE.

Elle a été fondée :

- pour l'exploitation dans les lagons de la commune de Paea, à Mara'a, fixée au PK 27,900, côté mer, sur la place de la terre Vahiharara ;
- pour la profession des chômeurs dans leurs vies quotidiennes de la pêche de filet depuis déjà 30 années d'exécutions consécutives ;

- pour la prospérité de la pêche de filet avec les moyens possibles pour subvenir aux besoins de l'ensemble des familles pour lesquelles le gouvernement du pays est incapable de fournir les moyens vivables pour ce peuple, le plus démuné de tous, afin que chacun ou chacune des membres de l'association puisse respecter les conditions de l'assemblée générale. Chaque membre doit payer sa cotisation annuelle pour accéder au fonctionnement économique de l'association au risque d'être radié de la profession de la pêche au filet immédiatement sans précédent, en vertu de l'article 441-7 du code pénal.

Son siège social est fixé à Paea, Mara'a, terre Vahiharara.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	Prince TOOFA Gustave
Vice-présidents	:	Prince ROOPINIA Cyrille Prince ROOPINIA Steve
Secrétaire	:	TOOFA Francine
Secrétaire adjointe	:	ROOPINIA Anna
Trésorière	:	ROOPINIA Marie
Trésorier adjoint	:	ROOPINIA Manuera
Commissaire aux comptes	:	Prince TOOFA Gustave
Assesseurs	:	ROOPINIA Manuera ROOPINIA Jules ROOPINIA Marie TOOFA Vahinerii TOOFA Henriette TOOFA Katia WONG FO KOUI Joseph

ASSOCIATION HOARANINUI

(Récépissé n° 5219 DRCL du 2 mars 2009)

Extraits de statuts

Il est fondé le 16 février 2009 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée HOARANINUI.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître.

Elle se fixe comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et de rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Vairao, PK 12,100.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente : TEGAKAU Juliette
 Vice-président : HOATA Michel
 Secrétaire : TEPUHIARII Tatiana
 Trésorier : TEGAKAU Martin

**“COMITE D'ORGANISATION DU FESTIVAL
 TAPUTAPUATEA 2010”
 TE ANA IVA AVEAVE PU FEE MAOHI TERE MOANA**
(Récépissé n° 50 SAISLV du 17 février 2009)

Extraits de statuts

Il est formé le 28 janvier 2009 un comité régi par la loi du 1er juillet 1901, les lois subséquentes et les présents statuts dénommé “COMITE D'ORGANISATION DU FESTIVAL TAPUTAPUATEA 2010” TE ANA IVA AVEAVE PU FEE MAOHI TERE MOANA.

Elle a pour but l'organisation de toutes manifestations culturelles.

Son siège social est fixé à Uturoa, hôtel de ville, île de Raiatea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente : TEUIAU Murielle
 Vice-présidents : TAEA Jeannette
 MAMA Pitate
 GUILLOUX-CHEVALIER Albert
 Secrétaire : SOMMER Luciana
 Secrétaire adjointe : SHAM KOUA Evangéline
 Trésorier : MOULON Jean-Yve
 Trésorier adjoint : SOMMER Serge

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 144 Tirage du lundi 2 mars 2009 : 8 14 29 41 48 Numéro chance : 10		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros.....	1	22 710 322
4 bons numéros.....	267	158 532
3 bons numéros.....	13 367	1 396
2 bons numéros.....	203 038	656
N° chance gagnant.....	180 883 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 3 566 580		

LOTO NATIONAL N° 145 Tirage du mercredi 4 mars 2009 : 7 9 10 25 29 Numéro chance : 6		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros	4	9 383 926
4 bons numéros	1 117	60 632
3 bons numéros	39 735	727
2 bons numéros	464 524	441
N° chance gagnant.....	509 807 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 4 542 487		

LOTO NATIONAL N° 146		
Tirage du samedi 7 mars 2009 :		
2 15 22 24 36		
Numéro chance : 8		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros	2	23 334 498
4 bons numéros	696	126 157
3 bons numéros	32 670	1 169
2 bons numéros	457 583	596
N° chance gagnant.....	640 933 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 6 294 934		

KENO

Lundi 2 mars 2009

1er tirage

Jackpot : 6 44 41 91 — Joker + : 6 936 820

13	18	20	27	28	29	30	31	32	37
39	40	44	48	52	53	56	66	68	69

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 2 92 57 12 — Joker + : 3 566 580

5	14	15	18	20	26	28	30	32	36
37	43	44	46	48	50	58	64	66	68

Multiplicateur : x 3

Mardi 3 mars 2009

1er tirage

Jackpot : 9 77 41 71 — Joker + : 3 232 823

3	13	14	15	18	20	28	29	36	37
40	41	42	51	52	58	60	62	66	69

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 3 11 25 70 — Joker + : 9 697 978

1	7	8	9	15	18	21	22	24	28
31	32	33	36	42	45	49	53	57	68

Multiplicateur : x 3

Mercredi 4 mars 2009

1er tirage

Jackpot : 8 97 87 53 — Joker + : 2 404 136

1	2	5	7	14	15	20	24	31	32
33	34	38	47	51	52	60	63	65	67

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 8 73 79 64 — Joker + : 4 542 487

1	10	14	15	22	25	27	36	39	41
44	46	49	50	51	53	56	57	58	66

Multiplicateur : x 3

Jeudi 5 mars 2009

1er tirage

Jackpot : 5 61 92 45 — Joker + : 1 001 733

7	9	10	11	16	18	21	23	27	28
29	30	32	36	40	42	47	50	54	64

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 1 74 56 43 — Joker + : 3 241 737

7	9	13	18	20	27	28	31	38	41
44	45	50	53	56	57	59	60	64	66

Multiplicateur : x 4

Vendredi 6 mars 2009

1er tirage

Jackpot : 2 59 66 78 — Joker + : 6 440 266

3	9	11	14	15	18	19	20	26	28
33	36	54	56	57	58	60	64	67	68

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 7 71 38 12 — Joker + : 1 633 782

6	9	11	12	17	23	25	26	28	33
39	41	43	51	52	55	56	58	63	69

Multiplicateur : x 2

Samedi 7 mars 2009

1er tirage

Jackpot : 3 57 78 98 — Joker + : 7 068 079

1	5	8	9	10	11	12	14	23	25
26	28	33	34	35	36	40	48	51	55

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 8 68 85 85 — Joker + : 6 294 934

2	4	7	10	18	19	21	29	33	34
35	40	41	43	44	51	61	62	66	69

Multiplicateur : x 5

Dimanche 8 mars 2009

1er tirage

Jackpot : 6 23 19 63 — Joker + : 8 088 637

2	9	10	13	14	18	19	24	25	26
31	33	38	46	49	50	54	58	68	69

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 4 40 60 55 — Joker + : 7 929 852

7	8	18	25	30	31	33	34	38	39
40	45	50	54	57	58	61	62	63	67

Multiplicateur : x 4

EURO MILLIONS

Vendredi 6 mars 2009 - N° 10

13 17 19 25 35



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	1	2	5 966 587 112
5 +	☆	3	22	37 264 892
5		4	32	7 270 429
4 +	☆ ☆	48	270	615 477
4 +	☆	958	4 375	25 322
4		1 272	5 898	13 138
3 +	☆ ☆	2 739	12 788	8 651
3 +	☆	44 268	198 786	2 840
2 +	☆ ☆	37 478	174 338	2 792
3		61 073	269 960	1 921
1 +	☆ ☆	194 385	882 737	1 264
2 +	☆	624 398	2 744 815	966

Joker + : 1 633 782